

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 24 décembre 2023 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°278 ■

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
L'A SOULIGNÉ :

«La société civile
une force de
proposition
effective»

P 5

ENTREPRISES INNOVANTES ET STARTUPS

Lancement officiel du financement participatif

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier samedi, la mise en place d'un nouveau cadre juridique qui encourage l'émergence de sociétés innovantes et de startups. En effet, un nouveau mécanisme, «le financement participatif (crowdfunding)», a été lancé officiellement en Algérie. Il permettra, via des plateformes numériques, une mise en relation directe entre les startups et les investisseurs, notamment pour les particuliers souhaitant apporter des financements, dans le but de soutenir les initiatives entrepreneuriales. P 3



INTERNET ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Des progrès significatifs
réalisés en 2023**

L'Algérie a réalisé, en 2023, des progrès significatifs dans le déploiement d'internet très haut débit, grâce aux instructions fermes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de ce volet un axe prioritaire de ses engagements envers le peuple.

P 2

OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA
EN JANVIER 2024

**L'opération portera
sur une part
de 100 milliards de DA**



L'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), se fera en janvier prochain et portera sur un montant d'environ 100 milliards de DA, soit 30% du capital de la banque publique, a indiqué hier samedi Alger son directeur général M. Ali Kadri. « On est sur le point d'ouvrir le capital du CPA, l'opération se fera en janvier 2024 » a-t-il déclaré.

P 3

IL SERA MIS EN ŒUVRE DÉBUT
2024

**Un statut particulier
pour le chercheur**

Au regard de ce que l'enseignement supérieur et la recherche scientifique représentent comme sources de progrès économique et social, il était attendu à ce que les plus hautes autorités du pays leur donnent priorité en matière de financement, tout en accordant un statut social privilégié aux chercheurs et aux hommes de sciences, en général. En 2024, ça sera chose résolue, avec le nouveau statut particulier du chercheur qui sera mis en œuvre début 2024

P 5

EN DISCUSSION AVEC L'ENTREPRISE
PHARMACEUTIQUE TUNISIENNE SIPHAT

**Saidal veut conquérir
le marché tunisien** P2

EN RAISON D'INQUIÉTUDES
CONCERNANT L'OFFRE

**Les prix de l'aluminium
atteignent leur plus haut
niveau** P4

TÉBESSA

**Récupération de 100 hectares
de foncier industriel
inexploité** P6

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

14 décès et 341 blessés ces dernières 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 341 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tougourt où 4 personnes sont décédées et 10 autres ont été blessées, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule au niveau de la RN 03, commune de Sidi Slimane, précise la même source. Par ailleurs, une personne est décédée asphyxiée par le monoxyde de carbone émanant d'un réchaud traditionnel, dans le quartier de Bab Ezzouar, wilaya de Tamanrasset, alors que les équipes de secours de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 36 personnes incommodées par le CO émanant des chauffages et de chauffe-bains de leurs habitations à travers plusieurs wilayas du pays. Durant la même période, les mêmes secours sont intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Constantine et Tlemcen.

INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des progrès significatifs réalisés en 2023

L'Algérie a réalisé, en 2023, des progrès significatifs dans le déploiement d'internet très haut débit, grâce aux instructions fermes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de ce volet un axe prioritaire de ses engagements envers le peuple.

Par Slimane T/Agence

Le chef de l'Etat a souligné la nécessité d'assurer une meilleure qualité du débit et du raccordement à internet, le but étant d'améliorer le niveau des prestations dans les secteurs vitaux, avec comme objectif la généralisation de la fibre optique. Ces progrès concernent notamment le déploiement tout azimut de la technologie FTTH (fibre optique jusqu'au domicile) à travers l'ensemble du territoire national, une technologie qui offre des débits très élevés et une connexion de qualité, indispensables pour les usages numériques modernes, tels que le télétravail, l'enseignement à distance ou le streaming vidéo. A la faveur de ces efforts, le nombre d'abonnés à la fibre optique a connu une croissance exponentielle ces dernières années, passant de 53000 en début 2020 à un million, début novembre 2023. Cette stratégie vise à raccorder les nouveaux pôles urbains à la fibre optique, tout en poursuivant l'opération de basculement des réseaux d'accès fixes existants, basés sur le cuivre, vers des technologies plus performantes comme le FTTH en vue de garantir une meilleure qualité de service à tous les abonnés. A cet égard, les progrès réalisés sont jugés encourageants, puisque le nombre d'abonnés à l'internet fixe (toutes technologies confondues) est passé de 3,5 millions en début 2020 à 5,3 millions en septembre 2023, représentant, ainsi, une augmentation de plus de 50 % en trois ans. Le ministère de la Poste et des Télécommunications s'est engagé à poursuivre les efforts pour

atteindre son objectif de 6 millions d'abonnés à l'internet fixe d'ici 2024, soit les 2/3 des foyers. Cet accroissement du nombre d'abonnés a été accompagné par l'amélioration du service fourni, à travers l'augmentation du débit internet fixe minimum de 2 à 10 Mbps avec des offres pouvant atteindre jusqu'à 300 Mbps pour le résidentiel. En matière d'internet mobile, l'Algérie a réalisé des progrès notables avec la libération de bandes de fréquences supplémentaires et l'accélération du déploiement de la 4G qui ont permis d'atteindre une couverture de 85 % de la population. Le nombre d'abonnés à l'internet mobile (3G/4G) a ainsi augmenté de manière significative, passant de 37 millions en début d'année 2020 à 45 millions en 2023. De plus, la moyenne mensuelle de consommation des données via le mobile est passée de 3,7 Go à 8,6 Go. Afin de permettre un accès équitable partout et pour tous, notamment au niveau des zones enclavées, l'Etat a mis en place un mécanisme qui permet de faire bénéficier de services de télécommunications les localités de moins de 2000 habitants. A ce titre, une procédure en vue de concrétiser un nouveau programme visant à couvrir 1400 localités à travers le pays, par des services de communications électroniques mobiles (téléphone + internet), a été lancée en juillet dernier. Ces améliorations du taux de pénétration de l'Internet, d'une part, et de la performance des réseaux fixe et mobile, d'autre part, ont été rendues possibles grâce à l'augmentation de la bande passante internationale, dont la capacité

équipée est passée de 1,5 Térabit par seconde (Tbps) au début de 2020 à 7,8 Tbps, actuellement. En plus du réseau fixe et mobile, l'Algérie s'est appuyé sur les services de télécommunications via satellites, à travers Alcomsat-1, le 1er satellite de télécommunications algérien, qui a permis de faire un bond en avant dans le déploiement de l'internet à l'ensemble du territoire algérien, y compris les zones rurales et isolées. La "forte" demande enregistrée par l'Algérie télécom satellite (ATS) de la part des différents secteurs utilisateurs nationaux pour les services de télécommunications par satellite a conduit à une exploitation "quasi-totale" de la capacité satellitaire d'Alcomsat-1, utilisée notamment pour fournir des services internet, de téléphonie, de téléconférence, de télémédecine et de télé-éducation, note l'Agence spatiale algérienne (ASAL). Cette situation rend indispensable, selon l'ASAL, l'avènement d'un deuxième satellite Alcomsat-2, qui permettra de répondre à la demande croissante des utilisateurs pour les services de télécommunications par satellite. En consécration de ses efforts, l'Algérie a progressé de 14 places dans l'indice de développement des technologies de l'information et de la communication, selon le dernier rapport de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Après avoir occupé la 102e place, l'Algérie se classe désormais à la 88e sur 169 pays membres de l'Union, avec un score de 77,8 points, dépassant ainsi la moyenne africaine (47,4 points), la moyenne des pays arabes (74,5 points) et la moyenne des pays à revenu moyen (62 points).

EN DISCUSSION AVEC L'ENTREPRISE PHARMACEUTIQUE TUNISIENNE SIPHAT

Saidal veut conquérir le marché tunisien

Le Groupe pharmaceutique Saidal est en pourparlers avec une entreprise tunisienne Siphath afin d'examiner les opportunités d'affaires et de partenariats. Une délégation du groupe s'est rendue avant-hier (vendredi) à Tunis, conduite par le Président Directeur Général de Saidal, Ouacim Kouidri. Il s'est entretenu avec Safia Zine Abeddine, P-DG de l'entre-

prise pharmaceutique tunisienne Siphath et des cadres de cette dernière, indique Saidal dans un communiqué. Lors de cette réunion, les discussions ont porté sur les éventuels partenariats pouvant être scellés entre les deux parties, précise la même source, en indiquant que plusieurs axes d'échange ont été proposés, notamment le partage mutuel des AMM de la

gamme cardiovasculaire de Saidal, le transfert technologique et la fabrication des biosimilaires, la mise en place d'une nouvelle ligne de solutés perfusables en poche, l'achat de matières premières fabriquées par Saidal et le lancement des études de bioéquivalence en Algérie. D'autres projets très bénéfiques pour les deux pays ont été abordés lors de

cette rencontre. Cette réunion intervient suite à la visite du ministre du Ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique, Monsieur Ali Aoun à la Siphath, la semaine dernière. Une réunion entre les entreprises est programmée en février prochain à Alger, conclut la même source.

S.T.

Déclaration d'utilité publique du 1^{er} et 3^e tronçon du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet

Un décret exécutif portant déclaration d'utilité publique du 1er et 3e tronçon du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, a été publié au Journal officiel (JO) n 82. Ce décret n 23-461 signé par le Premier ministre Nadir Larbaoui le 2 décembre en cours,

a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, sur les tronçons 1 (Béchar-PK200 sur 200 km) et tronçon 3 (Oum El Assel-Tindouf sur 175 km) et ce, «en raison du caractère d'infra-cteurs d'intérêt général et d'envergure national

et stratégique de ces travaux». Les terrains concernés par la déclaration d'utilité publique représentent une superficie totale de 2.594 hectares, 33 ares et 57 centiares, situés dans les territoires des wilayas de Béchar (communes de Béchar, Kenadsa, Abadla, Mechraa Houari Boumediene et Erg Ferradj)

et Tindouf (communes d'Oum El Assel et Tindouf). Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour l'opération d'expropriation des biens et droits réels immobiliers au titre de ce projet "doivent être disponibles et consignés auprès du trésor public", est-il souligné dans le même texte.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ENTREPRISES INNOVANTES ET STARTUPS

Lancement officiel du financement participatif

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, ce samedi, la mise en place d'un nouveau cadre juridique qui encourage l'émergence de sociétés innovantes et de startups. En effet, un nouveau mécanisme, «le financement participatif (crowdfunding)» a été lancé officiellement en Algérie.

Par Sirine R.

Le ministre a indiqué, dans son intervention à l'ouverture du premier colloque national de la Cosob dédié au financement participatif et le renforcement du dialogue entre les institutions financières, qu'après la publication du règlement de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) n 23-01 du 12 avril 2023 fixant les conditions d'agrément, d'exercice et de contrôle des Conseillers en investissement participatif (CIP), «le financement participatif (Crowdfunding) est désormais encadré et la collecte de fonds via des plateformes internet est maintenant possible».

Ce nouveau mécanisme d'appui innovant permettra, via des plateformes numériques, une mise en relation directe entre les startups et les investisseurs, notamment pour les particuliers souhaitant apporter des financements, dans le but de soutenir les initiatives entrepreneuriales. En effet, ce règlement intervient, rappelle-t-on, en application de la loi de finances complémentaire 2020 (article 45) instituant le statut de Conseiller en investissement participatif (CIP) qui a pour activité principale la création et la gestion, sur internet, de plateformes de conseil en investissement participatif et de placement de fonds du grand public, dans des projets d'investissement participatif.

Ce système, précise M. Faïd, constitue un complément important à d'autres mécanismes utilisés pour financer des projets émergents, tels que le Fonds de soutien et de développement des entreprises émergentes et les sociétés de financement d'in-



vestissement, qui sont autorisées à détenir plus de 49 % du capital de la startup. Parmi les mesures proposées figurent la création de marques qui soutiennent le concept de « start-up » et de « projet innovant », en plus de doubler la création d'incubateurs universitaires, de formuler des lois régissant les sociétés à actions simplifiées et de créer un fonds d'investissement spécial pour financer les entreprises émergentes. Les résultats de cette politique sont encourageants, selon les propos du ministre, dans l'émergence de milliers de startups, dont certaines ont laissé leur marque sur la scène internationale, nombre d'entre elles remportant des prix internationaux.

Ainsi, les entreprises émergentes dans le domaine des technologies financières

(Fintechs), ajoute M. Faïd, «portent la responsabilité de repenser les institutions du système financier, ce qui pousse les institutions du système financier en Algérie vers la numérisation et la fourniture de services de meilleure qualité ». Cependant, face à l'émergence de ces jeunes entreprises innovantes, « les cadres juridiques encadrant leur financement doivent être adaptés pour assurer la sécurité et protéger les intérêts ».

En conclusion de cette rencontre, le ministre a appelé les institutions financières à organiser des journées d'information ciblant les acteurs de l'innovation, notamment les universités, les écoles, les startups et les incubateurs, dans le but de renforcer la collaboration et de développer l'écosystème des start-ups.

OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA EN JANVIER 2024

L'opération portera sur une part de 100 milliards de DA

L'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), se fera en janvier prochain et portera sur un montant d'environ 100 milliards de DA, soit 30% du capital de la banque publique, a indiqué hier samedi Alger son directeur général M. Ali Kadri. « On est sur le point d'ouvrir le capital du CPA, l'opération se fera en janvier 2024 » a-t-il déclaré à l'APS, en marge des travaux de la rencontre annuelle de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en Bourse COSOB, ajoutant que son établissement devra clôturer l'année 2023 avec « une reprise sensible de l'activité de financement ». Il a expliqué que le processus d'ouverture sera entamé par une réunion du Conseil de parti-

cipations de l'Etat CPE, « à l'issue de laquelle il donnera son feu vert à cette opération », qui concernera ensuite, rappelle-t-on, la banque de développement local (BDL), conformément aux instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. Cette étape, ajoute le même responsable, permettra de fixer « les caractéristiques de l'opération, le montant et le prix de cession ». S'en suivra la convocation, par le Conseil d'administration du CPA, de l'assemblée générale (AG) de la banque, et qui publiera les résultats d'ouverture du capital, puis la banque déposera son dossier de demande d'ouverture du capital auprès de la Cosob qui donnera ensuite son visa, explique le responsable.

A ce stade, poursuit M. Kadri, la banque, qui a fait l'objet d'une étude d'évaluation, élaborée par un cabinet conseil international, lancera une campagne d'information financière qui « permettra aux investisseurs d'avoir toutes les informations nécessaires aussi bien sur la banque que sur l'opération d'ouverture du capital elle-même ». Interrogé, par ailleurs, sur les prévisions de clôture de la banque pour 2023, M. Kadri a assuré que le CPA a confirmé sa reprise en termes de financement de divers secteurs, soulignant prévoir une année « 2024 plus prospère » dans le sillage de la dynamique économique que connaît le pays. Sur le plan financier, le PDG s'attend à « une bonne année

en 2023 aussi comme l'année précédente », relevant d'autre part que les secteurs du BTPH, les services et l'industrie agroalimentaire ont tiré l'activité de la banque durant l'année qui s'achève. Les pouvoirs publics misent sur l'ouverture du capital du CPA et de la BDL, dans le cadre d'une démarche de modernisation du secteur bancaire, en vue de stimuler l'investissement et le marché de l'emploi. « Ces deux établissements devant s'ériger en modèles pour les institutions financières en matière de prestations de qualité supérieure et d'efficacité », avait souligné, récemment, le Président Tebboune, soulignant que l'année 2024 sera l'année d'une réforme bancaire profonde.

R E.

ASSURANCE TAKAFUL

Plus de 90 millions de dinars de chiffre d'affaires

Le PDG de la compagnie d'assurance El Djazair Takaful, Mahfoud Ziane Bouziane, a affirmé que l'assurance Takaful en Algérie, conforme à la charia islamique, dont l'offre a commencé il y a à peine deux ans, était un "marché prometteur", compte tenu notamment de la dynamique du secteur économique privé.

M. Bouziane a estimé que les perspectives de développement du Leasing en Algérie, notamment avec le lancement de l'industrie automobile en Algérie, devraient contribuer également à booster l'industrie de l'assurance Takaful, proposée par deux sociétés publiques spécialisées. Il s'agit de la compagnie d'assurance El Djazair Takaful et de la société d'assurance El Djazair El Moutahida Family Takaful, tandis que des guichets de Takaful appartenant à deux compagnies d'assurance classiques sont en activité sur le marché.

Evoquant le bilan de la branche de l'assurance Takaful en Algérie, le PDG d'El Djazair Takaful, s'appuyant sur les chiffres du Conseil national des assurances (CNA), a fait état d'un chiffre d'affaires de 93 millions de dinars à la fin du mois de septembre dernier.

Le marché de l'assurance Takaful a enregistré en 2022 un chiffre d'affaires de 48,4 millions de dinars, selon le bilan du conseil. L'intervenant a précisé que l'assurance Takaful était "un type d'assurance, et non pas un produit d'assurance", différente de l'assurance classique, d'autant qu'elle a un caractère participatif permettant de gérer le secteur des assurances et de partager les risques entre la compagnie et l'assuré. De son côté, le PDG de l'Algeria United Family Takaful, Chakib Kacimi El-Hassani, a mis l'accent sur la nécessité du volet relatif aux procédures fiscales en matière d'activité de l'assurance conforme à la charia, se félicitant à ce propos des mesures de facilitation de ce type d'assurance prévues dans le texte de loi de finances 2024.

Les mesures fiscales consistent essentiellement en des réductions de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquée aux produits de l'assurance Takaful. Après avoir salué la complémentarité entre les banques et les compagnies d'assurance Takaful, dans la mesure où de nombreuses institutions bancaires contribuent à la commercialisation des produits d'assurance conformes à la charia à travers leurs réseaux, M. Kacimi a souligné que l'assurance Takaful était supervisée par des comités charaïques dans chaque compagnie et par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique relevant du Haut Conseil islamique (HCI).

R E.

INVESTISSEMENT
DANS LES
HYDROCARBURES
2024-2028

Mobilisation de
50 milliards
USD par
Sonatrach

Le Président directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a indiqué que le groupe pétrolier comptait mobiliser une enveloppe financière de 50 milliards USD pour la période 2024-2028 dans le but de promouvoir l'investissement, notamment dans les activités en amont. "Dans le cadre du développement des capacités de la compagnie en matière d'investissement, notamment pour les activités en amont, une enveloppe financière de 50 milliards USD a été mobilisée pour la période 2024-2028, dont 36 milliards USD destinés essentiellement à l'exploration et à la production", a précisé jeudi soir M. Hachichi dans une allocution à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de création du groupe Sonatrach au Centre international des conférences (CIC). Et d'ajouter que le groupe s'emploie à la modernisation des infrastructures en les dotant des technologies de pointe, mais aussi à la réhabilitation des raffineries et à la poursuite de l'investissement dans la recherche et développement (R&D) et l'innovation outre l'encouragement à la recherche scientifique et au développement technologique et la promotion de l'excellence dans des domaines pertinents. Le PDG a ajouté que le Groupe aspirait à développer son portefeuille d'investissement par l'extension de ses activités dans le domaine des industries pétrochimiques, à travers la production du Polypropylène, le lancement des travaux de réalisation de l'unité de production du méthyl tert-butyl éther (MTBE), en sus du mégaprojet intégré de production du phosphate à même de permettre au pays, une fois mis en service, "de devenir l'un des plus grands exportateurs d'engrais aux niveaux régional et international", a précisé la même source. S'agissant de la gestion, le groupe œuvre, selon M. Hachichi à "instaurer les fondements d'une bonne gouvernance moderne, en vue de développer les méthodes de management et de gestion pour s'adapter aux exigences de la transition numérique à travers la généralisation de la numérisation à toutes les activités du groupe". Il s'agit également d'accélérer le parachèvement de la réalisation du système d'information intégré qui a été adopté ces dernières années dans le souci de renforcer la performance", soutient le PDG.

R. E.

MINES

Plusieurs projets lancés en 2023

Le secteur des mines, sous exploité durant plusieurs décennies, a connu, en 2023, une relance effective de ses activités en Algérie, grâce au lancement de mégaprojets dans le cadre d'une vision globale fondée sur le renforcement de la contribution des richesses minières aux efforts de diversification de l'économie nationale et de soutien aux industries manufacturières et à l'agriculture.

Par R. E.

En effet, 2023 est « l'année du secteur minier par excellence », au vu de la dynamique qui a marqué le secteur, notamment à travers le lancement d'opérations de traitement du minerai de fer du gisement stratégique de Gara Djebilet (Tindouf), un des plus grands au monde et un investissement national des plus importants dans le domaine des mines depuis l'indépendance, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à inscrire le secteur des mines parmi les secteurs prioritaires. Dans ce cadre, l'Etat focalise ses efforts sur la valorisation des ressources souterraines non exploitées, un des principaux axes de la stratégie de diversification de l'économie nationale, dans le cadre du plan d'action pour la période 2020-2024, dans le but de relancer le secteur et lui permettre de contribuer, avec davantage d'efficacité, au développement national. La visite du président de la République au gisement de Gara Djebilet, première du genre pour un président algérien depuis l'indépendance, a constitué le point de départ effectif de cet important projet et une occasion pour souligner la nécessité de renoncer à l'exportation des matières premières à l'état brut, notamment minières, en vue de créer une valeur ajoutée dans les industries minières nationales qui se sont renforcées, cette année, par le lancement du gisement de zinc-plomb de Oued Amizour (Béjaia), parallèlement à la nette progression enregistrée dans le projet de phosphate intégré qui couvre quatre wilayas de l'est du pays. Le projet de Gara Djebilet devra atteindre plusieurs objectifs, dont le soutien à la métallurgie, la réalisation de l'autosuffisance en fer, le développement de la région sud-ouest du pays et la promotion des exportations. Outre ses importantes retombées économiques, la mine dont les réserves sont estimées à 3,5 milliards de tonnes, est désor-

mais un modèle de projets structurants, à propos desquels le président de la République a insisté, à maintes occasions, sur l'importance de leur réalisation au sein d'une approche « intégrée et complémentaire » avec les différents projets industriels et infrastructures, d'autant plus que ce projet contribuera au renforcement des capacités du pays, en vue de relancer les industries lourdes et d'assurer de meilleures perspectives d'emploi, une fois sa capacité maximale atteinte. Il sera procédé, de 2022 à 2025, à l'extraction de 2 à 3 millions de tonnes de minerai de fer/an, puis sa capacité passera, à partir de 2026, à 50 millions de tonnes/an, parallèlement à la mise en service de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Béchar (950 km). Dans le cadre de la même approche pour la valorisation de la mine de Gara Djebilet, cette dernière sera renforcée par le complexe sidérurgique de la wilaya de Béchar dont la réception est prévue en 2026, avec un investissement d'un (1) milliard USD. Les activités de développement et d'exploitation des mines sont à même de créer une dynamique économique nationale, de contribuer au développement du secteur minier dans son ensemble, d'accélérer la cadence de diversification de l'économie nationale et de promouvoir les exportations hors hydrocarbures. L'exploitation de la mine sera supervisée par l'Entreprise nationale de fer et d'acier (FERAAL), en partenariat avec le consortium chinois (CMH). Doté d'une enveloppe d'environ 7 Mds USD, le projet du phosphate intégré à l'Est du pays avance à un rythme régulier, et ce dans le cadre d'un accord de partenariat entre ASMIDAL et le groupe industriel Manadjim El Djazair (MANAL), d'une part, et les deux sociétés chinoises « Wuhuan » et « Tian'an », d'autre part. Il s'agit d'un mégaprojet qui englobe le développement et l'exploitation du gisement de phosphate de Bled El Hadba à Tébessa, la transformation chimique des phosphates à Oued Kébir à Souk Ahras, la fabrication

des engrais à Hadjar Soud dans la wilaya de Skikda, ainsi que des installations portuaires dédiées au niveau du port de Annaba. Ce projet permettra à l'Algérie de devenir un des principaux pays producteurs et exportateurs d'engrais, avec une production annuelle de plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés. Compte tenu de l'importance de ce projet intégré pour le développement du pays, la réalisation de lignes ferroviaires minières a été programmée en vue de transporter les matières premières extraites, sur quatre tronçons d'une longueur totale d'environ 300 km, parallèlement à un projet aussi important, à savoir: le terminal minéralier de Annaba. Parmi les grands projets sur lesquels l'Algérie mise, figure le gisement de zinc-plomb de Tala Hamza, dans la commune d'Amizour (Bejaia), dont la première pierre a été posée en novembre dernier. Fruit d'un partenariat algéro-australien, ce projet vise à exploiter un gisement renfermant une réserve de 34 millions de tonnes, avec l'extraction de 2 millions de tonnes de minéraux bruts par an pour produire 170.000 tonnes de concentré de zinc et 30.000 tonnes de concentré de plomb. Ce nouveau complexe minier, dont l'exploitation débutera dans deux ans, permettra de renforcer et d'augmenter les capacités minières du pays ainsi que de créer de la valeur ajoutée afin de soutenir la diversification de l'économie nationale, tout en tenant compte de l'aspect environnemental et des objectifs de développement durable, en sus de la création de milliers d'emplois directs et indirects. Au plan réglementaire, le secteur minier sera renforcé par une nouvelle loi dont l'avant-projet a été présenté récemment, dans une nouvelle mouture, lors de la réunion du gouvernement. Cet avant-projet de loi a pour objectif de créer un environnement juridique propice et favorable au développement de l'industrie minière et un cadre incitatif aux investisseurs, outre la promotion du transfert de la technologie.

EN RAISON D'INQUIÉTODES CONCERNANT L'OFFRE

Les prix de l'aluminium atteignent leur plus haut niveau

Les prix de l'aluminium à Londres ont atteint leur plus haut niveau depuis plus de six semaines vendredi, en raison des inquiétudes concernant l'offre après l'explosion d'un dépôt de carburant en Guinée, principal producteur de matières premières, d'un dollar plus faible et d'achats techniques. Les contrats à terme chinois sur l'alumine ont atteint des niveaux record et se sont négociés à leurs limites supérieures vendredi, l'explosion d'un terminal pétrolier en Guinée, grand fournisseur de bauxite, ayant suscité des craintes de pénurie de matière première pour l'alumine, produit intermédiaire de l'aluminium. L'aluminium à trois mois sur le London Metal Exchange était en hausse de 1,9 % à 2 286,5 \$ la tonne métrique à 1138 GMT après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 6 novembre à 2 292 \$. "Les explosions dans les dépôts guinéens, qui ressemblent de plus en plus à une zone

de guerre, augmentent le potentiel de perturbation de l'approvisionnement en bauxite pour les fonderies chinoises, dont les approvisionnements intérieurs sont limités par l'hiver dans ce pays", a déclaré Alastair Munro, stratège chez le courtier Marex. La hausse du prix de l'aluminium a également été soutenue par les achats des fonds d'investissement Commodity Trade Advisor (CTA), qui sont en grande partie gérés par des programmes informatiques, a-t-il ajouté. En Chine, l'un des principaux consommateurs de métaux, les cinq grandes banques ont annoncé qu'elles réduiraient les taux d'intérêt sur certains dépôts à partir de vendredi, les marchés interprétant largement cette décision comme une tentative d'ouvrir la voie à d'autres réductions des taux directeurs pour aider l'économie. Dans le même temps, certains itinéraires de transport de métaux ont été menacés, les transporteurs maritimes évitant la mer Rouge en raison des attaques de navires me-

nées par le groupe militant yéménite Houthis en soutien aux Palestiniens, ce qui a entraîné des perturbations du commerce par le canal de Suez, qui traite environ 12 % du commerce mondial. "Le Moyen-Orient est un gros expéditeur d'aluminium raffiné. Les expéditions risquent d'être retardées car les navires descendent généralement du canal de Suez vers le golfe Persique pour récupérer les cargaisons de métaux", a déclaré un négociant en métaux. Le cuivre du LME était en hausse de 0,1 % à 8 604,5 \$ la tonne, le zinc a augmenté de 2,0 % à 2 598,5 \$, le plomb a augmenté de 0,5 % à 2 075,5 \$ et l'étain était en hausse de 0,2 % à 25 195 \$. Le nickel a baissé de 0,1% à 16 875 dollars après que les données quotidiennes du LME < MNISTX-TOTAL > aient montré l'arrivée de 2 382 tonnes dans les entrepôts enregistrés au LME, augmentant les stocks totaux au plus haut niveau depuis 2022.

Agence

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A SOULIGNÉ :

«La société civile une force de proposition effective»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est félicité, samedi à Alger, de la dynamique notable et qualitative que connaît la société civile dans notre pays, dans le cadre du processus consacré par la Constitution de 2020.

Synthèse R N

Dans son allocution à l'ouverture des travaux du Forum national de la société civile "Dialogue, citoyenneté et développement", organisé au Palais des Nations (Club des Pins), lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le Président Tebboune s'est félicité de «la dynamique notable et qualitative que connaît la société civile dans notre pays, dans le cadre du processus consacré par la Constitution de 2020». Il a réaffirmé que «l'Algérie nouvelle, qui a fait de la société civile et de la jeunesse le pilier fondamental de son édification, continuera d'aller résolument de l'avant vers la moralisation de la vie publique et la consécration d'une approche participative aux niveaux central et local dans tout ce qui concerne le traitement des préoccupations quotidiennes du citoyen et la satisfaction de ses aspirations».

Le président Tebboune a également mis en avant l'intérêt particulier accordé par l'Etat à la promotion et à la valorisation du rôle de la société civile «en tant que rempart infranchissable, levier important et cadre interactif de débat public sur les enjeux et défis collectifs, mais aussi en tant que partie essentielle de l'équation du développement à travers son rôle solidaire, de sensibilisation et

de contrôle». Il a en outre souligné avoir veillé à «permettre à la société civile de contribuer à la création de plusieurs instances nationales importantes, à l'instar de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption et du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), compte tenu de la responsabilité qui incombe à ces instances et de la nécessité pour elles de s'appuyer sur les expériences dont disposent les acteurs de la société civile, toutes tendances confondues, et de se référer à leurs avis et visions au regard de leur contact direct avec le mouvement associatif».

Par ailleurs, le chef de l'Etat a appelé les acteurs de la société civile à une plus grande adhésion aux démarches visant à ériger la société civile en force de proposition effective et active, en favorisant l'option participative et en travaillant côte à côte avec les pouvoirs publics, conformément aux exigences de la Constitution.

Il a également exhorté les représentants de la société civile dans les différentes instances nationales à «contribuer activement aux activités de ces instances et transmettre les propositions et préoccupations des différentes franges qu'elles représentent pour enrichir le débat public et le dialogue, assurer la maturation

des politiques publiques et appuyer les efforts de leur mise en œuvre, et renforcer la capacité des pouvoirs publics à les évaluer et à les réviser le cas échéant».

A cette occasion, le président de la République a appelé le Gouvernement à «redoubler d'efforts en vue de renforcer la place et l'apport de la société civile, aussi bien au niveau local que national, dans le cadre de son accompagnement permanent».

«L'activité continue et intense de l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et autres acteurs et les conférences organisées dans différentes wilayas du pays, dont le forum d'aujourd'hui, incarnent réellement notre vision stratégique visant, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, à consacrer la société civile en tant que partenaire actif, capable d'assumer ses responsabilités et de participer au projet de renaissance que nous portons, en vue de renforcer le tissu institutionnel pour évaluer l'action publique au service du citoyen», a-t-il soutenu.

Le président Tebboune a tenu à cette occasion à mettre en relief «la place prestigieuse et le rôle vital de la société civile dans la promotion des valeurs de citoyenneté et du renforcement du volontariat au service de l'intérêt général dans tous les domaines pour atteindre les objectifs du développement national».

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Deux accords de partenariat signés

En marge des travaux du Forum national de la société civile « Dialogue, citoyenneté et développement », qui s'est tenu, samedi au Palais des Nations (Club des Pins), l'Observatoire national de la société civile a signé deux conventions de partenariat.

La première, portant sur « l'accompagnement politique de la transition numérique » est signée avec le Conseil Supérieur de la Jeunesse (CSJ), tandis que la seconde a trait à « la responsabilité sociale des institutions économiques » avec le Conseil du nouveau économique (CREA) et l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP).

Les ateliers du forum se sont penchés, par ailleurs, sur trois thématiques, à savoir la participation de la société civile au développement social et économique, la responsabilité sociale des entreprises économiques, l'économie solidaire sociale et le rôle de la société civile dans la transition numérique.

Dans son discours, le président de l'Observatoire national de la société civile, Nouredine Benbrahim, a affirmé que l'objectif de cette importante rencontre est d'atteindre la perfection en termes de dialogue et de citoyenneté numérique. «Nous voulons passer de la société civile traditionnelle à une société civile moderne susceptible d'accompagner la dynamique sociale du pays», rappelant dans ce sillage la consultation nationale électronique lancée par l'observatoire autour de cinq axes, à savoir le projet de loi relatif aux associations, le financement et la formation des associations, la gouvernance locale et le code des communes et de wilayas. Benbrahim a rappelé, à ce titre, qu'à l'issue de cette consultation à laquelle ont pris part plus de deux mille participants, l'institution qu'il dirige a entamé un atelier interactif de formation pour reconnaître les objectifs et les ambitions du mouvement associatif. Il a affirmé devant les membres du gouvernement, des représentants du patronat et des associations ayant assisté à ce forum que «le dialogue est un élément primordial dans l'opération démocratique», soulignant que ladite rencontre s'inscrit dans le cadre de la vision prospective de l'observatoire qui s'étalera de 2024 à 2030.

Synthèse R E.

IL SERA MIS EN ŒUVRE DÉBUT 2024

Un statut particulier pour le chercheur

Par Reda Hadi

Au regard de ce que l'enseignement supérieur et la recherche scientifique représentent comme sources de progrès économique et social, il était attendu à ce que les plus hautes autorités du pays leur donnent priorité en matière de financement, tout en accordant un statut social privilégié aux chercheurs et aux hommes de sciences, en général. En 2024, ça sera chose résolue, avec le nouveau statut particulier du chercheur qui sera mis en œuvre début 2024.

En effet, selon le directeur général de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) s'attelle à réviser le statut particulier du chercheur, dont la mise en œuvre est prévue pour le début de l'année prochaine. Selon ce responsable qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, «Conformément aux orientations du président de la République, nous avons entamé la révision des statuts de l'enseignant-chercheur qui seront mis

en œuvre probablement au début de l'année 2024 », Selon lui, la recherche scientifique a enregistré une progression qualitative et quantitative au cours de ces dernières années. Chiffres à l'appui, il affirme qu'en plus de la « nette progression » des universités algériennes dans le classement aussi bien au niveau africain que mondial, « nous sommes passés de 16 articles scientifiques par million d'habitants en 2000 à 320 articles en 2023. Et en matière de dépôt de brevets, il révèle que « nous sommes passés de 92 brevets déposés en 2021 à 310 en 2022 et pour cette année nous avons enregistré un bond avec plus de 1300 dépôts ». Si ces chiffres sont encourageants, le chercheur algérien a du vivre la traversée du désert. Même si la compétence de certains de nos chercheurs est avérée, les prouesses qu'ils réalisent souvent au prix d'immenses difficultés, restent méconnues, faute de médiatisation. Pour le commun des algériens, les universitaires algériens sont des «chercheurs qui ne trouvent rien ».

Leur statut social se trouve de ce fait injustement dévalorisé. Fort de ce constat, les pouvoirs publics ont entamé tout un dispositif législatif pour encourager nos

compétences, même celles de la diaspora. Pour consolider cette dynamique et inciter les chercheurs à participer à la fondation d'une « université citoyenne et créatrice de richesses », ce responsable a annoncé l'attribution d'importantes compensations financières pour encourager les publications scientifiques et les dépôts de brevets. Un décret portant ces mesures incitatives, dit-il, est sur la table du secrétariat général du gouvernement.

«Actuellement, nous sommes en négociation avec le ministère des Finances pour déterminer les taux de chaque incitation financière à appliquer au profit des chercheurs », affirme t-il.

Il précise que dans ce décret, le ministère prévoit, entre autres, des compensations allant de 2 000 000 à 3 000 000 de dinars pour les chercheurs qui publient dans des revues de renommée internationale. Le représentant du ministère de l'Enseignement Supérieur a, par ailleurs, annoncé la création d'un statut particulier pour les ingénieurs-chercheurs qui, selon lui, constituent « le fer de lance en matière de développement technologique ».

Beaucoup soulignent que l'Algérie a assurément les moyens de mieux structurer le monde de la recherche

scientifique.

L'Algérie s'efforce de faire de la recherche scientifique une priorité dans les programmes et des perceptions/ visions du gouvernement, et de fait, elle n'a d'autre choix que cela, si elle veut vraiment s'imposer sur la scène de l'économie mondiale, et affronter ses défis et ses paris à plus d'un niveau, disent des chercheurs.

C'est de là que vient l'intérêt de l'Etat pour la recherche scientifique, en ce sens qu'elle est l'épine dorsale sur laquelle repose le corps des sociétés développées et la mesure qui détermine l'étendue du développement et du progrès, ainsi que la force de n'importe quel pays dans le monde, est l'étendue de son intérêt pour l'enseignement supérieur, et sa volonté de réformer le système universitaire et d'assurer sa modernisation dans le but d'atteindre la qualité et l'efficacité dans l'enseignement supérieur ainsi que dans la recherche scientifique, et de rattraper le retard enregistré dans ce secteur important et sensible, afin que l'université algérienne puisse se redresser et lui trouver un classement parmi les pôles avancés du classement mondial.

SAÏDA

Une superficie de plus de 102.400 hectares consacrée à la céréaliculture

La campagne de labours-semailles de la saison agricole en cours 2023-2024, lancée dernièrement dans la wilaya de Saïda, cible une superficie de 102.400 hectares de terres agricoles emblavées des différentes variétés de céréales. Le Directeur des services agricoles (DSA), Abdallah Touati, a indiqué lors d'une réunion présidée par le wali de Saïda Amoumen Mermouri, jeudi au siège de la wilaya, pour évaluer et suivre la campagne de labours-semailles, que cette superficie concerne l'emblavement de 36.740 ha en blé dur, soit 36 % de la superficie globale, 18.910 ha en blé tendre, 40.420 ha pour l'orge et 6.410 ha pour l'avoine. Le même responsable a fait savoir que le secteur de l'agriculture distribue, en collaboration avec la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), pour cette saison, 99.161 quintaux de semences en faveur des céréaliers, outre des engrais. Dans ce cadre, 66.018 qx de semences ont été distribués aux agriculteurs, soit 67 %, répartis entre 24.682 qx de blé dur, 7.253 qx de blé tendre et 34.083 qx d'orge. Afin de garantir le bon déroulement de la campagne de labours-semailles, d'importants moyens ont été mobilisés, dont 2.021 tracteurs, 747 engins de labours profond, 95 semis et 241 fertilisants. Pour sa part, le wali de Saïda a souligné que la campagne de labours-semailles de la saison en cours se déroule dans de bonnes conditions, appréciant les efforts de l'Etat de mobiliser tous les moyens matériels et humains pour le succès de cette campagne, notant que l'opération de distribution de semences au niveau de la CCLS de Saïda touche à sa fin, sachant que tous les agriculteurs enregistrés en bénéficieront. Pour rappel, la wilaya de Saïda a enregistré, lors de la campagne de moissons-battage 2022, une production estimée à environ 900.000 quintaux de céréales.

TÉBESSA

Récupération de 100 hectares de foncier industriel inexploité

L'opération d'assainissement du foncier industriel dans la wilaya de Tébessa a permis la récupération de 100 hectares non exploités, a révélé jeudi le directeur local de l'Industrie. Une opération de suivi et d'assainissement de la nomenclature de l'investissement privé a été lancée de concert avec plusieurs secteurs concernés dont la direction des Domaines publics, a permis la récupération d'un foncier industriel inexploité de 100 hectares, a précisé Lazhar Khalil.

L'opération a été réalisée sur la base d'enquêtes de terrain ayant ainsi fait ressortir que certains investisseurs n'ont pas honoré leurs engagements en matière de concrétisation de leurs projets sur le terrain, selon la même source. Les services de la wilaya avaient adressé des mises en demeure aux investisseurs n'ayant pas exploités les assiettes foncières pour réaliser des projets d'investissement, avant de transférer 107 dossiers à la justice laquelle a décidé la résiliation des actes de concession dans 93 affaires, selon le même responsable.



Il a été procédé à l'annulation de 384 décisions d'octroi de foncier industriel, avant même que les bénéficiaires n'obtiennent les

actes de concession, a ajouté le même responsable. Il a précisé que l'assainissement du foncier industriel se poursuit pour la

récupération d'autres assiettes inexploitées pour les attribuer aux investisseurs sérieux à l'effet de mettre sur pied des micro entreprises dans divers domaines en vue de créer de la richesse et offrir des postes d'emploi au profit des jeunes de la wilaya. Pour rappel, la wilaya de Tébessa compte deux zones industrielles à Tébessa et à El Aouinet en plus d'une troisième en cours d'aménagement dans la même commune, ainsi que 16 zones d'activités et de dépôt. De plus, les efforts sont en cours pour aménager 3 nouvelles zones dans les communes de Tébessa, Bir Mokkadem et Morsott, a-t-on encore rappelé.

PHOENICICULTURE

Une récolte de 500.000 qx de dattes attendue à Ghardaïa

Une production de 500.000 quintaux (qx) de dattes de différentes variétés est attendue dans la wilaya de Ghardaïa, au terme de l'actuelle campagne de cueillette, avec "une légère hausse" par rapport à l'année écoulée qui a enregistré 495.000 qx, a-t-on appris jeudi de la direction des services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle consiste en la réalisation de 186.000 qx de Deglet-Nour et 314.000 qx de différentes variétés, a indiqué Khaled Djebrit, ingénieur agronome en chef et chargé des statistiques à la DSA. Couvrant 49 % de la surface agricole, la filière phoenicicole est pratiquée actuellement sur 8.647 hectares (ha), répartis entre 4.055 exploitations agricoles à travers l'ensemble des communes de la wilaya, à savoir Ghardaïa, Guerrara, Zelfana, Sebseb,

Berriane, Mansoura, Dhayet Bendhahoua, El-Atteuf, Bounoura et Metelili, a-t-il expliqué. La wilaya de Ghardaïa compte une richesse phoenicicole de plus de 911.000 palmiers-dattiers productifs, dont 40 % de ce patrimoine est constitué de la principale variété Deglet-Nour avec un effectif de 361.000 palmiers, alors que le reste (550.000 palmiers) concerne d'autres variétés, a fait savoir la cheffe de service d'organisation de la production et de l'appui technique (SOPAT) à la DSA, Zahra Benbitour. Occupant une place importante parmi les cultures stratégiques dans cette wilaya du Sud-est du pays, la phoeniciculture demeure une activité agricole qui revêt d'importantes dimensions sociales et historiques pour la population locale, signale-t-on. A titre d'exemple, l'exploitation agricole de

Nouaceur Bachir, située au niveau du périmètre de Gouifla dans la commune de Zelfana (70 km au Sud de Ghardaïa), est l'un des investissements jugés rentables en termes de production de dattes, où une récolte de 500 qx est prévue au titre de cette campagne. La DSA s'attelle à assurer l'accompagnement des phoeniculteurs de la wilaya de Ghardaïa qui recense plus de 150 variétés de dattes, y compris Deglet Nour, la variété la plus demandée sur les marchés nationaux et internationaux. Pour promouvoir la commercialisation, la DSA ambitionne ainsi de créer un marché des dattes regroupant les producteurs et les commerçants de la région, a-t-on indiqué de même source.

ORAN

Remise de 62 autorisations d'exploitation définitives aux investisseurs

Une soixantaine d'autorisations d'exploitation définitives ont été remises, mercredi dans la wilaya d'Oran, aux investisseurs dans différentes activités industrielles, touristiques et agricoles. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a supervisé l'opération de remise des autorisations aux investisseurs dans les filières industrielles, touristiques et agricoles, sur un total de 100 projets d'investissement ayant reçu une autorisation d'exploitation exceptionnelle. Intervenant à cette occasion, M. Sayoud a indiqué que la Commission de wilaya chargée de lever les entraves devant les projets

d'investissement a tenu 15 réunions consécutives pour l'examen de 375 projets d'investissement, durant lesquelles 285 projets en suspens ont été avalisés, dont 126 projets complétés, 58 en cours de réalisation et 101 confrontés à différentes entraves. Il a, entre outre, fait savoir que l'opération de la levée des entraves sur les projets d'investissement en suspens a permis la création de 18.152 postes d'emploi, annonçant l'entrée en service, dans les prochains jours, de 100 autres projets d'investissement et l'octroi de 38 autorisations d'exploitation définitives aux investisseurs. L'opération de la levée des contraintes sur les projets

d'investissement intervient aussi dans le cadre des directives des pouvoirs publics pour lutter contre la bureaucratie et en facilitant les procédures administratives devant les investisseurs. Le même responsable a annoncé le lancement, dans les prochains jours, de l'aménagement de la zone industrielle de Bethioua et la prise en charge de certaines zones industrielles, qui accusent un manque en matière d'aménagement, notamment les zones de Hassi Ameur et Misserghine. Il a précisé que tous les acteurs du domaine de l'investissement ayant obtenu des autorisations exceptionnelles d'exploitation ont été

préalablement invités à s'adresser aux directions exécutives compétentes, afin de lever toutes les réserves pour obtenir les autorisations définitives d'exploitation. M. Sayoud a, d'autre part, déclaré que « ces résultats de terrain traduisent la volonté de l'Etat, dirigé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de mettre fin à tous les obstacles et restrictions qui entravent le bon déroulement des projets d'investissement créateurs de richesse et d'emplois. C'est un message de confiance adressé à tous les opérateurs pour relever le défi et bâtir une économie forte et prospère ».

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONDIALES DOUBLENT LEURS INVESTISSEMENTS DANS LE PAYS

La Chine vise à devenir une puissance financière

Malgré un environnement international complexe et sombre, les institutions financières étrangères ont continué à augmenter rapidement leurs investissements en Chine en 2023, espérant d'énormes profits générés par la croissance stable à long terme du pays. À un moment critique pour promouvoir une croissance de haute qualité, une réunion clé tenue fin octobre a tracé une voie de développement financier à la chinoise pour faire du pays une puissance financière.

Par Ma Jingjing (*)

Les initiés et les experts du secteur ont déclaré que la construction d'un secteur financier solide est essentielle pour parvenir à la modernisation de la Chine, qui offrira de plus grandes opportunités aux institutions financières étrangères et nationales et contribuera davantage à la croissance de haute qualité du pays. Cet article fait partie d'une série qui revient sur le travail économique de la Chine cette année et met en lumière la concrétisation de la vision de la construction d'une puissance financière.

En 2023, le développement de haute qualité du secteur financier chinois a réalisé des progrès notables. De nombreuses institutions financières étrangères ont doublé leurs investissements en Chine dans le cadre de l'ouverture financière bilatérale continue du pays, tandis que les autorités ont mené une série de réformes pour améliorer la compétitivité du secteur financier du pays afin qu'il puisse jouer un rôle plus important au service du secteur financier ainsi que le développement économique et social. Les initiés et les experts du secteur ont déclaré que la Chine devait promouvoir davantage l'internationalisation du yuan et continuer à élargir l'ouverture financière afin de renforcer le secteur financier du pays, ce qui créerait de plus grandes opportunités pour les institutions financières nationales et mondiales.

Flux de capitaux continu

Standard Chartered Securities (China) Limited (SCSCL) a annoncé le 11 décembre avoir obtenu la licence lui permettant de démarrer une activité de valeurs mobilières par la China Securities Regulatory Commission (CSRC). Ayant reçu l'approbation de sa création en janvier 2023, il s'agit de la première société de titres entièrement étrangère nouvellement créée en Chine après la suppression des restrictions en matière de propriété étrangère pour les institutions financières sur le marché national en 2020.

« Nous attendons avec impatience la poursuite de l'ouverture des marchés financiers en Chine, où les marchés des capitaux seront de plus en plus attractifs pour les investisseurs et les institutions financières mondiales », a déclaré John Tan, président de la SCSCL, dans un communiqué de presse publié dans Global Times, tout en exprimant une grande confiance dans le développement futur de l'entreprise sur le marché chinois.

Ces dernières années, la Chine n'a cessé de promouvoir une ouverture de haut niveau dans le secteur financier, avec plus de 50 mesures introduites, notamment autorisant les investisseurs internationaux à investir sur le marché des capitaux du pays via davantage de canaux et en supprimant les plafonds de propriété des institutions étrangères pour les titres, contrats à terme et fonds.

Grâce aux mesures concrètes d'ouverture de la Chine, de nombreuses institutions financières mondiales ont renforcé leur présence sur le marché chinois cette année. En octobre, HSBC Bank (China) Company Limited a annoncé l'acquisition du portefeuille de gestion de patrimoine de détail de Citi sur le continent chinois. En novembre, la coentre-



prise chinoise de la société de paiement américaine Mastercard a obtenu l'autorisation de mener des opérations de compensation de cartes bancaires.

« Nous pensons qu'il existe encore un potentiel important pour la croissance de la Chine sur le marché mondial des capitaux, qui dépend largement de l'ouverture du marché chinois des capitaux », a déclaré dans un entretien Patrick Liu, président de la région Asie-Pacifique du groupe Neuberger Berman, basé à New York, à Global Times.

« Alors que la Chine progresse constamment vers l'ouverture et restructure de manière innovante son marché des capitaux, nous prévoyons un afflux constant de capitaux étrangers », a-t-il déclaré.

Des réformes accélérées

Depuis le début de l'année 2023, la Chine a mis en œuvre une série de mesures de réforme et d'ouverture du secteur financier. Le déploiement en février de son système général d'introduction en bourse basé sur l'enregistrement constitue une étape importante dans la réforme du marché des capitaux chinois. Le développement de la Bourse de Pékin est entré sur une voie de développement rapide dans le cadre des efforts intensifiés du pays pour renforcer le soutien financier aux innovations technologiques. L'Administration nationale de la régulation financière a été officiellement créée le 18 mai, marquant une étape importante dans la réforme institutionnelle du pays en matière de supervision financière.

La Conférence centrale sur le travail financier qui s'est tenue à Pékin fin octobre a souligné que le secteur financier est l'élément vital de l'économie d'un pays et un élément crucial de la compétitivité de base d'un pays, appelant à accélérer la construction d'une nation dotée d'un secteur financier solide.

L'objectif de construire une puissance financière arrive juste à temps, car cette stratégie visionnaire sert de stabilisateur pour prévenir les risques financiers et maintenir la sécurité financière dans le contexte économique actuel, ont déclaré les experts. Notant que le secteur financier joue un rôle de plus en plus important dans le soutien du secteur financier.

"En comparant le secteur financier à l'élément vital de l'économie d'un pays", cela montre que la compréhension des décideurs politiques de la nature de la finance est entrée dans une nouvelle étape", a déclaré Dong Yun, directeur du Centre de recherche sur

l'économie politique internationale de l'Institution nationale à Global Times.

Avec une orientation vers des valeurs centrées sur l'être humain, servant l'économie réelle comme mission fondamentale et la prévention des risques comme thème éternel, nous pouvons voir que la quête de la force financière de la Chine met l'accent sur la réalisation de l'objectif de modernisation chinoise et de rajeunissement national, a déclaré Dong. Un développement économique stable est la base de la prospérité du secteur financier, tandis que, d'un autre côté, l'importance du secteur financier pour le développement économique et social est irremplaçable, a poursuivi Dong.

En plus de 40 ans de réforme et d'ouverture, le marché financier chinois s'est considérablement élargi parallèlement à la croissance économique, la valeur ajoutée du secteur financier représentant environ 8 % de son PIB, soit l'équivalent de celui des États-Unis. Le volume des actifs des institutions bancaires du pays est devenu le numéro un mondial, tandis que la taille de son marché des actions, des obligations et des assurances est le deuxième au monde, a déclaré Wen Bin, économiste en chef de la China Minsheng Bank, à Global Times.

Cependant, par rapport aux pays développés, la compétitivité internationale et le pouvoir du secteur financier chinois ne sont pas à la hauteur de son statut de deuxième économie mondiale, a déclaré Wen, notant qu'il existe un grand potentiel pour un développement de haute qualité du secteur financier du pays.

Centrale financière

À la suite de la Conférence centrale sur le travail financier, les organismes de réglementation financière du pays ont pris des mesures pour mettre en œuvre des modalités de travail connexes afin de mieux servir l'économie réelle et de répondre aux besoins du développement économique et social.

Yi Huiman, président de la CSRC, s'est engagé à déployer des efforts pour accélérer la construction d'un marché des capitaux sûr, standardisé, transparent, ouvert, dynamique et résilient. Des efforts seront déployés pour améliorer le système d'introduction en bourse basé sur l'enregistrement et le système de marché des capitaux à plusieurs niveaux, accroître la qualité des sociétés cotées et faire progresser l'ouverture institutionnelle de haut niveau, a-t-il déclaré.

« Nous devons promouvoir le développement de haute qualité du secteur financier en

facilitant les canaux d'orientation des capitaux vers l'économie réelle, en augmentant l'efficacité de l'utilisation des fonds et en prévenant efficacement les risques financiers afin de continuer à répondre aux besoins de services financiers dans les domaines économique et social et aux besoins croissants de la population pour de tels services, a déclaré Dong.

Afin de renforcer le secteur financier du pays, nous devons intensifier nos efforts pour promouvoir une ouverture de haut niveau dans le secteur financier et garantir la sécurité économique et financière nationale, a écrit Wu Xiaoqiu, doyen de l'Institut chinois de recherche sur le marché des capitaux dans un article paru dans le Study Times, le 15 décembre.

L'industrie financière internationale en Chine se caractérise par l'internationalisation du yuan ainsi que par l'ouverture et l'internationalisation du marché des capitaux, a indiqué M. Wu. Il a souligné les efforts financiers visant à fournir des services de haute qualité, à élargir l'ouverture financière de haut niveau, à fournir des services de qualité dans le cadre de la stratégie de « mondialisation » et de l'initiative « la Ceinture et la Route », et à faire avancer de manière constante et prudente l'internationalisation du yuan.

En plus d'améliorer l'environnement extérieur afin de créer des conditions saines pour l'internationalisation du yuan, nous devons renforcer le rôle du yuan dans le financement international, soutenir le développement des marchés des changes étrangers pour le commerce du yuan et une circulation mondiale fluide de la monnaie, a déclaré M. Wu.

« En outre, des efforts sont nécessaires pour approfondir les réformes des marchés financiers, améliorer le système de taux d'intérêt basé sur le marché, accélérer le développement du marché des capitaux et stimuler la construction d'infrastructures financières afin de mieux faire jouer la fonction fondamentale d'allocation des ressources financières. Une supervision financière complète est également nécessaire pour contenir efficacement les risques financiers et sauvegarder la sécurité financière ».

Sur la base de la garantie de la sécurité financière et économique, nous devons continuer à élargir l'ouverture financière de haut niveau, a déclaré Wen, soulignant les efforts visant à adapter les réglementations nationales aux pratiques internationales, à construire un système de classe mondiale, fondé sur le droit et orienté vers le marché, l'environnement des affaires et stimuler progressivement l'internationalisation du yuan.

« La Chine est l'un de nos marchés stratégiques dans le monde, et nous sommes optimistes quant à son développement à long terme », a déclaré Helen Huang, directrice générale pour la Chine de la première société de gestion d'actifs au monde Fidelity International, dans une récente interview au Global Times.

Face aux incertitudes mondiales, le marché chinois est un bon endroit pour diversifier son portefeuille et explorer la valeur, car les fondamentaux macroéconomiques de la Chine sont plus stables et plus résilients pour faire face aux défis extérieurs, a déclaré Huang.

* Éditorialiste Global Times Chine

TUNISIE

Les revenus du tourisme rebondissent à un niveau record en 2023

Le tourisme a enregistré une reprise en Tunisie, accueillant 8,8 millions de visiteurs en 2023, soit une hausse de 49,3% sur un an, dépassant le record enregistré en 2019 avant le déclenchement de l'épidémie de Covid, selon un responsable du ministère du Tourisme cité par l'AFP. Le directeur des études et de la coopération internationale à l'Office national du tourisme, Ayman Rahmani, a déclaré : « Notre objectif était de récupérer 80 % des flux touristiques enregistrés en 2019 », qui est l'année de référence de la dernière décennie.

Il a souligné qu'au 10 décembre 2023, "la Tunisie a dépassé cet objectif" en accueillant 8,8 millions de visiteurs, contre 8,7 millions au cours de la même période en 2019.

« Si nous maintenons le même schéma d'ici fin 2023, nous atteindrons 9,6 millions de visiteurs » a-t-il ajouté. Les revenus se sont élevés à 6,7 milliards de dinars (environ 2 milliards d'euros) jusqu'au 10 décembre 2023. "C'est un chiffre exceptionnel", a déclaré Rahmani à l'AFP, en prenant en compte des revenus potentiels de 6,9 milliards de dinars d'ici fin 2023. Selon le responsable tunisien, les Algériens arrivent en tête des visiteurs (2,7 millions), suivis des Libyens (2,1 millions) puis des Français (+14,6% avec 974 000 touristes).

Le secteur se redressait déjà en 2022, lorsque la Tunisie avait retrouvé 68% du nombre de touristes enregistré en 2019.

Selon la Banque mondiale, cette reprise a permis à la Tunisie, dont la dette s'élève à 80% de son PIB, de réduire partiellement le déficit courant, grâce à une augmentation des entrées de devises dans un contexte de très faible croissance (+1,2% selon les attentes de la Banque mondiale pour 2023).

La principale raison invoquée pour expliquer le ralentissement économique est la sécheresse qui frappe la Tunisie depuis le début de l'année, qui a entraîné une baisse de la production dans l'important secteur agricole tunisien. La guerre en Ukraine a également entraîné une augmentation des coûts de production et ses importations de céréales (alimentation humaine et animale) et d'énergie. Au cours de la dernière décennie, le tourisme, qui représente 9 % du PIB, a subi les contre-coups de la révolution qui a renversé l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali en 2011, puis les deux attentats en 2015 contre des touristes selon le responsable tunisien, au Musée du Bardo dans la capitale Tunis et dans la ville côtière de Sousse (Centre-Est).

BANQUE MONDIALE

Une croissance économique précaire du Liban

La précarité de la croissance au Liban n'est pas soutenable face à un conflit qui semble s'inscrire dans la durabilité.

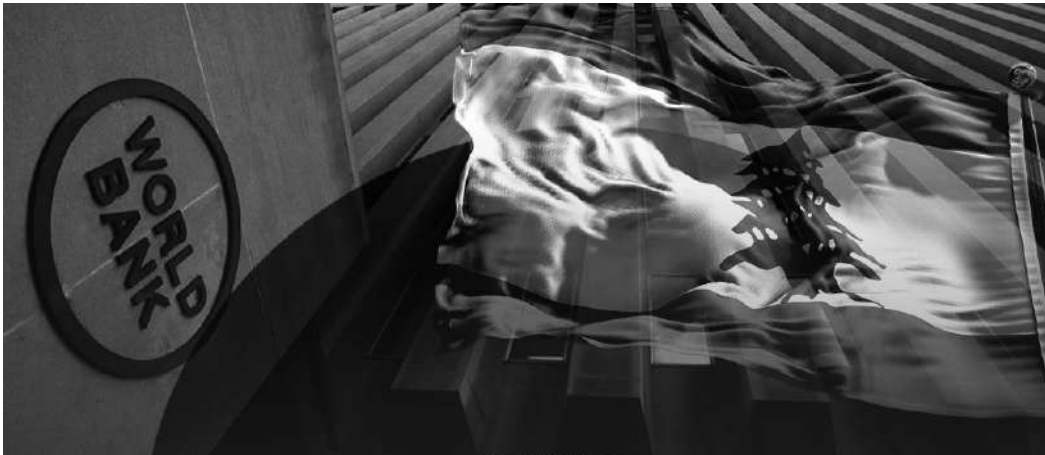
Les pronostics d'une timide croissance se fondaient sur une activité touristique dynamique enregistrée l'été dernier et un afflux d'envois de fonds de la diaspora. Ce dernier facteur, connu comme étant la bouée de sauvetage de longue date du Liban, a agi comme un filet de sécurité sociale de facto et soutenu une croissance modeste de la consommation intérieure. Avant le conflit actuel, la BM avait prévu une augmentation de la croissance économique de 0,2% en 2023, marquant ainsi la première croissance depuis 2018. Elle avait estimé que l'économie semblait avoir atteint un creux temporaire, après des années de forte contraction. Après le déclenchement de la guerre à Gaza, la BM évoque un Liban qui replonge dans la récession.

Tourisme et envois de fonds

Il est clair pour la BM que ni le développement du secteur du tourisme ni l'afflux important d'envois de fonds ne peuvent constituer, à eux seuls, des moteurs d'une croissance durable de l'économie libanaise. Ils ne peuvent pas suffire seuls à répondre aux besoins de financements extérieurs, le double déficit du compte courant et du compte budgétaire pouvant nécessiter une nouvelle réduction des réserves de devises étrangères.

Un des scénarios

Le tourisme ayant représenté près de 26% des recettes courantes en 2022, la dynamique de la croissance et de la balance courante est très sensible au conflit en cours. En supposant que l'engagement actuel de la confrontation militaire aux frontières méridionales persiste, une analyse de scénario évaluant l'effet de la baisse des dépenses touristiques sur la croissance économique montre que le PIB réel se contractera de 0,6 % à 0,9% (inversant le scénario de référence positif d'avant le conflit de 0,2% de croissance en 2023).

**La Banque du Liban**

Selon le rapport de la BM, la Banque du Liban (BDL) a entamé des réformes limitées mais encourageantes, dans un contexte de relative stabilisation du taux de change. Toutefois, des changements fondamentaux n'ont pas encore été apportés à la supervision bancaire et à la conduite des politiques monétaires et de change. L'absence persistante d'une résolution bancaire équitable comprenant une répartition initiale des pertes, des renflouements internes et des restructurations continue de compromettre les perspectives de reprise.

Dette souveraine et inflation

Quant à la dette souveraine, qui s'élevait à 179,2% du PIB en 2022, elle reste insoutenable dans un contexte de forte dépréciation de la monnaie et de contraction économique, et en l'absence d'une restructuration globale de la dette. Pour ce qui est du taux d'inflation, qui est à trois chiffres depuis 2021, il devrait s'accroître

pour atteindre 231,3% en 2023, sous l'effet de la dépréciation du taux de change (en particulier au cours du premier semestre 2023) et de la dollarisation rapide des transactions économiques. En outre, le Liban est arrivé en tête de liste des pays les plus durement touchés par l'inflation nominale des prix alimentaires au premier trimestre 2023 (à 350% en glissement annuel en avril 2023), ce qui a exacerbé la précarité des conditions de vie des plus pauvres et des plus vulnérables.

Marchés financiers

Les marchés financiers, qui anticipent l'avenir, fournissent un indicateur naturel pour mesurer l'évolution des primes de risque. Les euro-obligations libanaises ont souffert d'une liquidation à partir du 9 octobre, dénotant d'une baisse de perspectives de restructuration de la dette. Les prix des euro-obligations ont enregistré une baisse en une seule journée allant de 0,6 à 0,8 point de pourcentage de la valeur nominale, sur toutes les échéances.

POUR 1,6 MILLIARD DE DIRHAMS

Finalisation du contrat de l'usine de dessalement Shuweihat 4 à Abu Dhabi

Abu Dhabi National Energy Company, GS Enema et Emirates Electricity and Water Company ont annoncé vendredi la finalisation d'un accord de financement pour le projet d'usine de dessalement « Shuweihat 4 » utilisant la technologie d'osmose inversée à faible émission de carbone, pour une valeur de 1,6 milliard de dirhams des Émirats arabes unis (444 millions de dollars). Selon un communiqué de TAQA, le projet de station sera principalement financé à hauteur de 71 % grâce à des prêts accordés par un groupe de banques locales et internationales, dont la Banque islamique d'Abu Dhabi, la Banque commerciale de Dubaï et la KfW Apex Bank - GMB. H", et la Banque d'import-export de Corée. Selon l'agence de presse du monde arabe, le

communiqué ajoute que la finalisation de l'accord de financement pour la station Shuweihat 4 intervient après que TAQA et GS Enema ont signé un accord d'achat d'eau avec la Emirates Water and Electricity Company en août dernier. L'usine « Shuweihat 4 » est la deuxième usine de dessalement par osmose inversée parmi les actifs de TAQA qui réussit à conclure un accord de financement en 2023, et le deuxième grand projet de dessalement d'eau avec cette technologie attribué par l'Emirates Water and Electricity Company cette année après le « Al Projet de station Mirfa 2 » au premier semestre 2023. La station "Shuweihat 4" est située dans le complexe d'eau et d'électricité de Shuweihat et, selon le communiqué, elle produira environ 70 millions de

gallons d'eau potable par jour, soit l'équivalent de 320 000 mètres cubes par jour, ce qui contribue de manière significative à la sécurité de l'approvisionnement en eau à Abu Dhabi. La société s'attend à ce que la station entre en service au deuxième trimestre 2026, car l'Emirates Electricity and Water Company achèterait la production d'eau de la station pour une période de 30 ans. TAQA détient une participation de 60 % dans le projet de station Shuweihat 4, tandis que GS Enema en détient une participation de 40 %. Les deux sociétés se chargeront de l'exploitation et de la maintenance de la station à travers une société dont la propriété est partagée entre elles par 60% de GS Enema et 40% de Taqa.

ÉMIRATS ARABES UNIS Accord économique global avec Maurice

Les Émirats arabes unis ont achevé les négociations sur un accord de partenariat économique global avec Maurice, le premier avec un pays africain, a rapporté l'agence de presse officielle WAM. Le partenariat des Émirats arabes unis avec Maurice ouvre la voie à un commerce accru, à des investissements et à une coopération bilatérale entre les secteurs privés des deux pays, indique un communiqué sur WAM. Le partenariat comporte « la possibilité d'ajouter 1 % à l'économie mauricienne d'ici 2031 et d'augmenter le PIB des Émirats arabes unis de 1,2 % au cours de la même période », a déclaré Thani Al Zeyoudi, ministre des Émirats arabes unis.

EGYPTE Signature d'un accord d'exploration pétrolière avec Lukoil

L'agence de presse officielle égyptienne sur le Moyen-Orient a rapporté que la Chambre des représentants avait approuvé un accord entre la Société générale égyptienne du pétrole et Lukoil Overseas Egypt pour l'exploration pétrolière dans la zone de développement de West Esh El-Milaha, dans le désert oriental. En septembre dernier, le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi autorisant le ministre du Pétrole et des Ressources minérales à passer un contrat avec la Société générale égyptienne du pétrole et Lukoil Overseas Egypt Limited pour rechercher, développer et exploiter du pétrole dans la zone de développement de West Esh El-Milaha, dans le but de poursuivre les opérations pétrolières, de développer et d'augmenter les cadences de production.

CAMEROUN

Le FMI décaisse 73,8 millions de dollars, augmente le montant total

Le FMI a annoncé vendredi un décaissement immédiat de 73,8 millions de dollars pour le Cameroun, dans le cadre de prêts accordés en 2021, dont il va par ailleurs augmenter le montant total, et prolonger la durée de 12 mois.

Ce cinquième versement porte à 571,9 millions de dollars le montant total apporté, sur les 689,5 millions de dollars accordés en juillet 2021. Le FMI va également apporter 147,6 millions de dollars supplémentaires, par rapport au montant initial, et en prolongera la durée de 12 mois, jusqu'au 28 juillet 2025.

"Bien que les perspectives à moyen terme res-

tent positives", cette prolongation "accordera plus de temps pour mettre en oeuvre les politiques et réformes prévues dans le cadre du programme, compte tenu des chocs extérieurs supplémentaires", a relevé Kenji Okamura, vice-président du FMI, cité dans le communiqué. La croissance du PIB du Cameroun a atteint 3,6% en 2022 et devrait s'accélérer à environ 4% en 2023. L'inflation devrait passer

de 7,3% fin 2022 à 6,2% fin 2023, détaille le FMI. Le pays a bénéficié de deux programmes distincts: la facilité élargie de crédit (FEC), une aide financière à moyen terme, et le mécanisme élargi de crédit (MEDC), destinée aux pays qui connaissent de graves problèmes de financement de la balance des paiements en raison de faiblesses structurelles nécessitant une intervention dans la durée.

AGRO

Le business africain de Diageo se réorganise et se consolide

Le rapport souligne que la montée du groupe britannique à 65% au capital d'East African Breweries lui permet désormais de peser de tout son poids dans la planification de nouveaux investissements, ou la réorientation stratégique de la société. Contrairement à d'autres poids lourds de l'industrie des boissons alcoolisées comme Castel et Heineken, qui multiplient l'ouverture de nouvelles usines ou le rachat d'installations existantes en Afrique, Diageo mise sur la réorganisation et la consolida-

tion de ses activités sur le continent pour tenter de tirer profit de l'émergence des classes moyennes locales sans trop se disperser, souligne un rapport publié le 8 décembre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Le business africain de Diageo », le rapport précise que le groupe britannique est le 4ème acteur du marché africain de la bière derrière ABInBev, Castel et Heineken avec ses produits écoulés dans une dizaine de pays. Son portefeuille de

boissons est cependant l'un des plus complets en termes de marques, avec un solide ancrage dans la plupart des régions du continent. Diageo possède des usines au Kenya, où il a fabriqué sa première bière sur le sol africain en 1922, en Ouganda et en Tanzanie, ainsi que des activités de vente et distribution au Rwanda, au Soudan du Sud, au Mozambique, en Angola au Burundi. Le groupe gère ses activités en Afrique de l'Est via sa holding East African Breweries (EABL), dont les parts de marché attei-

gnent jusqu'à 45% en Ouganda et 70% au Kenya. En Afrique de l'Ouest, Diageo est présent au Nigeria via sa filiale Guinness Nigeria et au Ghana à travers sa filiale Guinness Ghana Brewery Ltd (GGBL), qui opère sur deux sites et s'approvisionne en matières premières locales telles que le sorgho, le maïs et le manioc à hauteur de 60%. Le rapport indique que le groupe est également présent aux Seychelles et en Afrique du Sud dans les segments de la bière et des spiritueux.

RÉPARATIONS

Le HCRRUN a décaissé 20 milliards FCFA depuis 2017

En 2023, le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) revendique avoir indemnisé 3 604 victimes à travers le pays, avec un taux de satisfaction des victimes atteignant 99,14%, selon l'évaluation d'un comité d'experts. Pour comparaison, en 2022, le Haut-Commissariat avait touché 3361 victimes indemnisées (pour un montant de 2,55 milliards FCFA). Ces chiffres font partie de ceux dévoilés lors d'une conférence-bilan tenue à Lomé le lundi 21 décembre 2023 par l'institution, sous la direction d'Awa Nana-Daboya. "Le bilan est très positif. À 99,14%, nous ne pouvions pas espérer mieux", a déclaré Awa Nana-Daboya. "Surtout que cette année, nous avons relevé le défi de l'année précédente en parvenant à pénétrer la région septentrionale, la région des Savanes, pour satisfaire de nombreuses victimes qui avaient été laissées pour compte en raison de la

situation sécuritaire." En 2023, le HCRRUN a également achevé la construction d'un centre médico-social en faveur des populations de Niki-Niki, une localité située dans le canton de Tchaloudé dans la préfecture de Blitta, et celles des villages environnants. D'autres projets de développement sont en cours dans diverses régions, en réponse aux besoins exprimés par les communautés locales. Selon la Commission Nationale Spéciale d'Enquête Indépendante dirigée par l'ancien Premier Ministre Joseph Kokou Koffigoh, 3 449 victimes répertoriées et 22 415 dépositions de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), y compris les victimes mentionnées dans les dépositions collectives, ont bénéficié du programme de réparation. Depuis 2017, le HCRRUN aurait indemnisé au total 27 243 personnes, représentant une enveloppe de 20 milliards de FCFA, selon les experts de l'ONG AIMES-Afrique.

BÉNIN

Le bloc pétrolier 1 finalement attribué à la compagnie singapourienne Rex

Aux dernières nouvelles, le gouvernement béninois était en négociations exclusives avec la compagnie canadienne pétrolière Zenith Energy. En avril 2023, l'entreprise avait même indiqué qu'un contrat de partage de production était en cours en finalisation. Rex International, une filiale de la compagnie pétrolière singapourienne Rex International Holding, a obtenu ce vendredi 22 décembre, les droits pétroliers du bloc 1

de Sèmè, un périmètre de 551 km² situé dans les eaux territoriales du Bénin. Avec le gouvernement de ce pays, l'entreprise a paraphé un contrat de partage de production couvrant ce bloc. Selon les termes de ce dernier, l'entreprise a obtenu une participation directe de 76 % dans le bloc. Ceci, dans le cadre d'une joint-venture avec Porto Novo Resources. La participation restante étant répartie à raison de 15 % pour le Bénin et 9 % pour la

compagnie Octogone Trading. Par ailleurs, Rex prévoit de déposer un plan de développement du champ au cours de l'année à venir afin de reprendre la production. Pour rappel, cette dernière a cessé depuis 1998 en raison des difficultés liées à la faiblesse des prix du pétrole brut. L'objectif de la compagnie, c'est de réinvestir le bloc afin de parvenir à récupérer le maximum des ressources pétrolières identifiées lors de travaux de forage réalisés en

2014 et 2015. Ceci, en recourant à des techniques modernes de forage. S'exprimant sur ce développement, Dan Broström, le président exécutif de Rex, s'est dit confiant dans les efforts de collaboration avec les autorités béninoises et Octogone Trading, soulignant les plans visant à exploiter l'expertise géologique tout en explorant le potentiel pétrogazier inexploité du périmètre.

BOAD

La banque annonce l'entrée de la BADEA à son capital

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a l'honneur d'annoncer l'entrée dans son capital, de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Après un avis favorable du Conseil d'Administration de la Banque émis au cours de sa 139ème session tenue le 20 décembre 2023 à Cotonou, le Conseil des Ministres de l'UMOA réuni le 21 décembre 2023 a approuvé l'entrée de la BADEA au capital de la BOAD. Cette entrée ouvre la seconde phase du projet d'augmentation de capital de la Banque, dont la première phase a été bouclée en décembre 2022 pour un montant de 554, 382 milliards FCFA. Pour rappel, l'opération d'augmentation du capital de la BOAD dénommée projet Peninsula est dimensionnée en deux phases : une première phase portant sur l'émission d'actions réservées aux actionnaires actuels de la Banque, et une seconde portant sur une émission d'actions ouvertes à de nouveaux actionnaires dont l'adhésion devrait être approuvée par le Conseil des Ministres, conformément aux statuts de la BOAD. L'entrée de la BADEA au capital de la Banque en qualité d'actionnaire de catégorie B (actionnaires non régionaux), s'inscrit dans cette deuxième phase, et porte sur un montant de 30 millions de dollars US, soit 18,4794 milliards FCFA. Cette participation équivaut à 1,20% du capital social souscrit de la BOAD, permettant à cette institution de premier ordre d'obtenir un siège au sein de son Conseil d'Administration. Créée le 28 novembre 1973 et opérationnelle depuis mars 1975, la BADEA dont le siège se trouve à Khartoum (Soudan), est un organisme financier ayant pour objectif d'être une « banque mondiale pour les africains » et regroupant 18 pays membres dont l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak, la Libye, les Emirats Arabes Unis et le Qatar. Elle est notée Aa2 avec une perspective positive par l'agence MOODY'S.

L'INFLATION AMÉRICAINE RALENTIT PLUS FORT QUE PRÉVU

La Bourse de Paris termine la semaine dans le rouge

Le CAC 40 clôture en baisse symbolique de 0,03% ce vendredi soir après la publication d'une statistique clef sur l'inflation américaine de nature à rassurer les marchés. L'indice parisien cède toutefois 0,37% en rythme hebdomadaire après ses récents records. Les marchés feront relâche pendant quatre jours, pour reprendre du service mercredi 27 décembre.

Séance sans relief pour le CAC 40 avant un long week-end de Noël de quatre jours. L'indice parisien en quête d'une direction tout au long de la séance, termine proche de l'équilibre (-0,03%) à 7.568,82 points, après la publication d'une statistique clef sur l'inflation américaine. Cet indicateur a à peine fait sourciller l'indice vedette parisien, qui avait déjà la tête aux festivités de fin d'année, compte tenu des faibles volumes échangés (1,9 milliard d'euros). L'indice des prix PCE, le plus suivi par la Réserve fédérale (Fed) américaine, a reculé contre toute attente de 0,1% en novembre. En rythme annuel, la hausse est limitée à 2,6% sur un an en novembre, contre 2,9% le mois précédent. Hors éléments volatils comme l'énergie et l'alimentation, l'indice d'inflation de base "core PCE" ressort à 3,2%, contre un consensus à 3,3% et après 3,4% en octobre. Le ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis commence donc à se matérialiser très franchement. "L'inflation revient lentement vers l'objectif de la Fed en glissement annuel. Mais si l'on considère le récent ralentissement des données PCE,

on peut dire que nous y sommes déjà. Au cours des trois derniers mois, l'indice PCE de base a augmenté à un rythme moyen annualisé de 2,1%", note Callie Cox, analyste des marchés américains chez eToro. Les investisseurs sont donc rassurés par cet indicateur relatif à l'inflation américaine avant un long week-end de quatre jours, le 26 décembre étant traditionnellement férié à la Bourse de Paris, en plus du 25 décembre, jour de Noël. Surtout, l'indice PCE entretient les anticipations assez agressives des marchés sur des baisses des taux directeurs des grandes banques centrales l'an prochain.Selon l'outil CME Fed Watch, les traders attribuent une probabilité près de 90% une baisse des taux dès mars prochain.Ces espoirs ont aussi alimenté la récente progression du CAC 40, jalonnée de deux records en séance (7.653,99 points) et en clôture (7.596,91 points) la semaine du 11 décembre. Mais pour cette semaine, l'indice vedette a préféré prendre sa respiration et concéder un peu de terrain (-0,37%), avant de prendre une pause de quatre jours. La Bourse de Paris rouvrira donc ses portes mercredi 27 décembre, pour ajouter ou non des points à sa progression de près de 17% sur l'ensemble de l'année.

Nexity, une séance en béton
Du côté des valeurs, Nexity a signé une belle hausse (+10,75%) après avoir annoncé être entré en négociations exclusives avec le gérant d'actifs Bridgepoint pour lui céder ses activités d'administration de bien sur la base d'une valeur d'entreprise de 440 millions d'euros. Ubisoft a limité son repli à 1,45% pénalisé par de nouvelles restrictions envisagées par les autorités chinoises pour freiner les

dépenses des joueurs dans les jeux en ligne. Son partenaire chinois et mastodonte du jeu vidéo Tencent a lui perdu 12,35% à la Bourse de Hong Kong. Sur les autres marchés, l'euro est à l'équilibre face au dollar à 1,1012 dollar. Le pétrole concède légèrement du terrain. Le contrat de février sur le Brent de mer du Nord rend 0,5% à 79 dollars le baril tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York perd 0,3% à 73,64 dollars le baril.

WALL STREET

Le rallye de Noël a tenu 8 semaines avec le PCE

Mission accomplie, Wall Street boucle une 8ème semaine de hausse consécutive qui consacre l'un des plus longs 'rallye' de Noël de l'histoire et du 21ème siècle. On ne pouvait espérer meilleur scénario à la veille du long weekend de Noël: il presque surprenant de voir le Dow Jones céder 0,05% à 37.386 points après avoir passé l'essentiel de la séance entre 37.400 et 37.500. Le Standard & Poor's 500, grappille 0,17% à 4.754 (+0,75% hebdo) et le Nasdaq Composite a pris 0,19% à 14.992 (+1,25% hebdo) alors qu'il avait accroché les 15.000 durant l'essentiel de la journée. Les T-Bonds (+0,5Pts à 3.8900%) semblent être restés sourds aux bons chiffres de l'inflation 'PCE' aux Etats-Unis. C'est l'indicateur favori de la Réserve fédérale pour évaluer la trajectoire des prix: il se modère à 2,6% en rythme annuel en novembre, en baisse de 0,3 point par rapport au mois d'octobre, et en données 'core' (hors produits alimentaires et énergie) il se contracte de 3,4% vers 3,2% d'un mois sur l'autre, d'après le Département du Commerce. Publiées au même moment, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,2% le mois dernier par rapport à octobre aux Etats-Unis, pour des revenus en croissance de 0,4% d'un mois sur l'autre. Après un recul de 5,1% au mois d'octobre, les commandes de biens durables ont augmenté de 5,4% aux Etats-Unis au mois de novembre (+2,2% anticipé), selon des statistiques publiées ce vendredi par le Département du Commerce. La hausse est principalement tirée par le secteur des transports (commandes aéronautiques) mais hors transport, la hausse des nouvelles commandes de biens durables se limiterait à 0,5%. Et pour finir en beauté à la veille de Noël, la confiance du consommateur américain s'est améliorée de façon en-

core plus prononcée que prévu en décembre, à 69,7 contre 69,4 initialement selon l'indice définitif de l'Université du Michigan publié vendredi. Joanne Hsu, l'auteur du rapport, continue d'attribuer cette embellie à l'amélioration des anticipations d'inflation à un horizon d'un an, désormais revenue à 3,1%, soit un plus bas depuis mars 2021, au lieu de 4,5% le mois passé. Le seul bémol du jour concerne les ventes de logements individuels neufs qui ont plongé de 12,2% en novembre par rapport au mois précédent, pour s'établir à 590.000 unités en rythme annualisé, selon le Département du Commerce, après une chute de 4% en octobre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Décembre 2023 Valeur : 25 Décembre 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2395134.2545
1	EUR	EURO		146.8983146.9416
1	GBP	POUND STERLING		169.6871169.7490
100	JPY	JAPANESE YEN		93.716593.7466
1	CNY	CHINESE YUAN		18.786318.7889
1	CHF	SWISS FRANC		155.6580155.6935
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.5088100.5501
1	DKK	DANISH KRONE		19.706919.7120
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.212313.2158
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.984112.9909
1	AED	UAE DIRHAM		36.549636.5567
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.781935.7907
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1257436.8842
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.212343.6466
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.369813.3713
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.902028.0451
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.53453.5349
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4715179.4715

USA

L'inflation ralentit considérablement en novembre

Les prix aux Etats-Unis ont reculé en novembre pour la première fois depuis plus de trois ans et demi, permettant à l'inflation de revenir en dessous des 3% en rythme annuel, ce qui renforce l'espoir des marchés financiers d'une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine dès le mois de mars. Les données publiées vendredi par le département américain du Commerce montrent également que les pressions inflationnistes sous-jacentes ont continué de s'atténuer le mois dernier. Ce ralentissement a permis aux ménages d'accroître leur pouvoir d'achat, ce qui soutient les dépenses de consommation et l'économie dans son ensemble alors que l'année touche à sa fin. "Le président (de la Fed) (Jerome) Powell n'aurait pas pu rêver d'un meilleur cadeau cette année", commente Sal Guatieri, économiste chez BMO Capital Markets, à Toronto. "Pour le moment au moins, la situation s'avère meilleure que ce que la Fed ou presque tout le monde aurait pu imaginer au début de l'année. Même si la Fed ne se précipitera pas pour réduire les taux, ce n'est probablement plus qu'une question de temps", a-t-il ajouté. L'inflation, mesurée par l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (PCE), indicateur préféré de la Fed, a reculé de 0,1% le mois dernier, a précisé le département du Commerce. Il s'agit de la première baisse mensuelle de l'indice des prix PCE depuis avril 2020 et elle fait suite à une stagnation (0,0%) en octobre. Les prix des produits alimentaires ont légèrement baissé, de 0,1% et les prix de l'énergie, de 2,7%.

Au cours des 12 mois à novembre, l'indice des prix PCE a augmenté de 2,6% après avoir progressé de 2,9% en octobre. Ce mois était le premier depuis mars 2021 où l'indice annuel des prix PCE est inférieur à 3%. Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient que l'indice des prix PCE resterait inchangé et augmenterait de 2,8% sur un an. En excluant les éléments volatils comme l'alimentation et de l'énergie, l'indice des prix PCE a augmenté de 0,1% en novembre, comme en octobre. En rythme annuel, l'indice des prix PCE de base a progressé de 3,2% en novembre, soit la plus faible hausse depuis avril 2021, après une augmentation de 3,4% en octobre.

MER ROUGE

Les Etats-Unis accusent l'Iran d'être « très impliqué dans la planification » des attaques des Houthis

Alors que les Houthis mènent des attaques ciblant des navires marchands « traitant avec Israël » en mer Rouge, Washington estime que l'Iran, qui accorde son soutien politique aux Houthis mais dément leur fournir du matériel militaire, leur apporte bien un soutien en équipements, renseignement et financier.

Et si les Etats-Unis ont, pour l'heure, opté pour la dissuasion, Joe Biden réfléchirait désormais à déclencher des frappes directes contre les Houthis, selon des médias américains. « Nous n'avons aucune raison de croire que l'Iran essaie de dissuader les Houthis de poursuivre leurs actions irresponsables », estime la Maison Blanche. Vendredi, la porte-parole du Conseil de sécurité nationale de cette dernière a, en effet, pointé du doigt l'implication de l'Iran dans les attaques récentes de navires par des rebelles Houthis du Yémen en mer Rouge. Le pays a été « très impliqué dans la planification » de ces attaques, a-t-elle ainsi dénoncé. « Le soutien iranien aux Houthis est solide et se traduit en livraisons d'équipements militaires sophistiqués, en aide en matière de renseignement, en aide financière et en formation », a précisé la porte-parole, Adrienne Watson, en affirmant que Téhéran avait « rendu possibles » ces attaques tout en « déléguant les décisions opérationnelles aux Houthis ». Et d'ajouter que sans aide de l'Iran, les rebelles yéménites « auraient du mal à repérer et frapper » les bateaux circulant en mer

Rouge. « Nous savons que les renseignements qu'utilisent les Houthis dans l'espace maritime reposent sur des systèmes de surveillance fournis par les Iraniens », a encore insisté Adrienne Watson. Selon elle, les informations fournies par Téhéran ont joué un rôle « déterminant » dans le repérage de navires commerciaux par les Houthis. D'après le Wall Street Journal, les rebelles utilisent des renseignements fournis en temps réel par un navire espion lié au régime iranien. Pour rappel, si l'Iran reconnaît son soutien politique aux Houthis, en guerre depuis 2014 contre le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale, le pays dément toutefois fournir du matériel militaire aux rebelles. Pour appuyer ses accusations, le Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche a diffusé quelques exemples. Le renseignement américain a par exemple relevé « des caractéristiques quasiment identiques » entre les drones iraniens de modèle KAS-04 (ou Samad-3) et ceux utilisés par les Houthis cet automne. Washington a révélé par ailleurs que, le 27 novembre, les rebelles yéménites ont lancé des missiles balistiques de conception iranienne, qui

sont tombés à proximité d'un navire de guerre américain. Pour autant, si les Américains et leurs alliés s'interrogent sur le degré d'entente opérationnelle entre le régime iranien et les Houthis, ils ne sont pas parvenus à déterminer dans quelle mesure le groupe rebelle agit ou non pour le compte de Téhéran. « De tous les groupes proches de l'Iran dans la région, ce sont les Houthis qui ont le lien le plus faible avec Téhéran. Et il est difficile de voir en quoi leurs attaques servent leurs intérêts ou ceux de l'Iran », a d'ailleurs récemment noté un diplomate d'un pays allié des Etats-Unis. Il a souligné par exemple que le Hezbollah, groupe libanais dont la proximité avec l'Iran ne fait elle aucun doute, n'avait pas entrepris d'attaques d'une ampleur comparable.

Perturbation du trafic maritime international
Selon le Pentagone, les Houthis ont lancé plus de 100 attaques, ciblant 10 navires marchands liés à plus de 35 pays. En novembre, ils se sont emparés du Galaxy Leader, prenant en otage ses 25 membres d'équipage. Le navire et son équipage se trouvent toujours au Yémen. Des at-

taques qui visent, selon les Houthis, les navires « traitant avec Israël ». Les Houthis, qui contrôlent une grande partie du Yémen, mais qui ne sont pas reconnus par la communauté internationale, répètent qu'ils continueront tant que la nourriture et les médicaments ne rentreront pas en quantité suffisante dans la bande de Gaza, le territoire palestinien bombardé et assiégé par Israël, en réaction à l'attaque sans précédent du Hamas le 7 octobre sur le territoire israélien. Les attaques menées par les rebelles houthis du Yémen se déroulent dans le détroit de Bab el-Mandeb. Situé au large du Yémen, il relie l'océan Indien à la mer Rouge, puis la mer Méditerranée via le canal de Suez. Or, il s'agit d'une zone stratégique par laquelle transite 12% du commerce mondial, selon l'International Chamber of Shipping (ICS). Les rebelles yéménites « attaquent la prospérité et le bien-être économique des nations à travers le monde », avait ainsi dénoncé quelques jours plus tôt le porte-parole du Pentagone, les qualifiant de « bandits sur l'autoroute internationale qu'est la mer Rouge ».

ITALIE

Le budget 2024 voté au Sénat avec baisses de charges et d'impôts

Le Sénat italien a adopté vendredi un budget 2024 qui comprendra notamment des mesures d'allègements de cotisations sociales et de baisses d'impôts. Le vote de ce budget prévoyant près de 24 milliards d'euros de nouvelles mesures de soutien aux ménages, travailleurs et entreprises est "très sérieux et réaliste", a plaidé la Première ministre Giorgia Meloni. Compte tenu de la

baisse des cotisations sociales et des impôts programmée dans un contexte de croissance faible qui pèse sur les recettes fiscales, l'exécutif s'était laissé peu de marge de manœuvre pour engager des réformes ambitieuses. A Rome, la Chambre des députés doit valider le budget en fin de semaine prochaine mais son adoption n'est pas en question, la coalition ultraconservatrice au pouvoir en Italie ayant la majorité nécessaire au parle-

ment. La principale mesure destinée à aider les ménages à faire face à l'inflation est une baisse des charges pour les salaires ne dépassant pas 35.000 euros par an, pour un coût d'environ 10 milliards d'euros pour les finances publiques. Environ cinq milliards d'euros iront au renouvellement des contrats dans l'administration publique et trois milliards au service sanitaire national.

FRANCE

La dette publique n'a pas augmenté au troisième trimestre

La dette publique française s'est stabilisée à 111,7% du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre 2023, annonce ce vendredi l'institut national de statistiques. Un chiffre similaire au trimestre précédent. Si cette nouvelle est encourageante, l'économie française demeure fragile, avec un niveau d'endettement de l'Etat élevé et des perspectives de croissance timides. Une nouvelle plutôt positive pour l'économie tricolore. La dette publique de la France s'est stabilisée à 111,7% du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre, comme au trimestre précédent, annonce ce vendredi l'Insee. Entre juillet et septembre, la dette a ainsi augmenté de 41,3 milliards d'euros pour atteindre 3.088,2 milliards d'euros.

La hausse de la dette en valeur absolue provient essentiellement de l'augmentation de la dette de l'Etat (+45,3 milliards d'euros). La dette des organismes divers d'administration centrale s'est repliée de 1,3 milliard d'euros, celle des collectivités locales de 1,1 milliard d'euros et celle des administrations de sécurité sociale de 1,6 milliard. L'institut national de statistiques précise aussi que le niveau d'endettement pour le deuxième trimestre a été revu en légère baisse à 111,7% contre 111,8% annoncés précédemment. Entre avril et juin de cette année, la dette avait augmenté de 34,5 milliards d'euros pour atteindre 3.046,9 milliards d'euros. Néanmoins, en pourcentage, elle était moins élevée que les 112,5% du trimestre précédent (de janvier à

mars 2023).

Bataille du gouvernement pour faire des économies
Dans sa loi de programmation des finances publiques fixant la trajectoire budgétaire de la France jusqu'en 2027, adoptée en septembre au Parlement grâce à l'article 49.3 de la Constitution, le gouvernement prévoit de ramener la dette à 108,1% du PIB à cette échéance et le déficit public à 2,7% du PIB, contre 4,9% prévus cette année. Une trajectoire « peu ambitieuse » et basée sur des hypothèses de croissance « optimistes », avait critiqué le Haut conseil des finances publiques (HCFP) lundi 25 septembre. Le gouvernement souhaite faire des économies, car l'Etat est confronté à un effet boule de neige sur sa dette qui devrait

largement augmenter en valeur l'année prochaine. Bercy compte lever 285 milliards d'euros de dette sur les marchés financiers en 2024. Cela dépasse le précédent record de 270 milliards d'euros en 2023, selon les calculs de l'Agence France Trésor. Jamais la France n'aura autant emprunté que ce qu'elle prévoit de faire l'an prochain pour financer le train de vie de l'Etat. Car, si les besoins de financements de l'Etat seront moins importants en 2024 qu'en 2023, ce dernier va devoir rembourser des échéances plus élevées : 160,2 milliards en 2024 à comparer avec les 149,6 milliards de l'année 2023. Ainsi, la charge budgétaire de la dette devrait augmenter de 52,2 milliards d'euros en 2024 à indiqué l'AFT.

NOUVELLES TECHNOLOGIES Le secteur européen toujours à la traîne

Les valeurs technologiques américaines suivies par l'indice Nasdaq 100 ont atteint de nouveaux records historiques le 19 décembre, dépassant le précédent sommet atteint en 2021. Euronews Business en explique les raisons. Cet exploit est d'autant plus surprenant qu'il a été réalisé alors que les taux d'intérêt américains se maintiennent à 5,5 %, un facteur que beaucoup considéraient comme un obstacle insurmontable à la remontée du Nasdaq 100. Depuis le début de l'année, l'indice technologique américain a fait un bond impressionnant de 55 %, marquant ainsi sa meilleure année depuis le boom technologique de 1999. De l'autre côté de l'Atlantique, l'indice technologique Euro Stoxx a progressé de 33 % depuis le début de l'année, mais il reste inférieur d'environ 10 % à ses précédents sommets de 2021. La question qui ressort de cette divergence est la suivante : pourquoi les valeurs technologiques européennes peinent-elles toujours à rivaliser avec leurs homologues américaines ? La réponse se trouve dans les chiffres et dans la domination indéniable des valeurs technologiques américaines sur la scène mondiale, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée tels que l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et les véhicules électriques. Les sept plus grandes entreprises technologiques américaines, souvent appelées les "Sept Magnifiques" et comprenant Alphabet Inc (Google), Amazon.com Inc, Apple Inc, Meta Platforms Inc, Microsoft Corp, Nvidia Corp et Tesla Inc, affichent une valeur de marché combinée dépassant la somme stupéfiante de 12 000 milliards de dollars (11 000 milliards d'euros). Pour mettre cela en perspective, leur valeur est presque équivalente aux produits intérieurs bruts combinés des quatre plus grandes économies européennes : Allemagne, Royaume-Uni, France et Italie, qui s'élèvent à 13 000 milliards de dollars. Ci-dessous : La valeur combinée des sept premières entreprises technologiques américaines est 20 fois supérieure à leurs équivalents européens. Leur boursière en billion.

CITROËN È-SPACETOURER

Le grand monospace se met à jour

Le Citroën ë-SpaceTourer est un très grand véhicule, essentiellement à destination des professionnels. Exclusivement électrique, il se met à jour avec plus de style et de modernité et un chouïa d'autonomie en plus.

Le Citroën SpaceTourer est un grand monospace, pouvant accueillir jusqu'à neuf personnes. Il se destine pour l'essentiel aux professionnels du transport de personnes, même si les familles peuvent s'y intéresser... à condition que l'autonomie de ce véhicule ne soit pas un frein. Eh oui, le Citroën SpaceTourer est exclusivement électrique dans notre pays, et même sur notre continent. Pour le retrouver avec un Diesel performant, en l'occurrence le bloc Blue HDI de 180 chevaux, c'est hors Europe qu'il faudra aller... Dans l'esprit, et à son échelle, ce ë-SpaceTourer modèle 2024 adopte les mêmes évolutions que le nouveau ë-Berlingo, récemment évoqué ici. Ce grand Citroën se met donc au goût du jour en adoptant lui aussi une nouvelle face avant, inédite et novatrice, arborant en son centre le logo désormais ovale de la marque. Très verticale et très haute, cette face avant se pare de nouveaux projecteurs intégrant la nouvelle signature lumineuse de la marque avec une barre verticale et deux barres horizontales. « Ce nouveau bloc avant présente une grande homogénéité et densité. Il exprime de la robustesse, et de la largeur. Il s'intègre harmonieusement avec le reste de la silhouette qui fait preuve d'une grande simplicité », commente Citroën. Des évolutions à bord également.

Outre un design inédit, la planche de bord accueille en partie supérieure un nouvel écran central HD tactile de 10 pouces, avec le nouveau système d'info-divertissement My Citroën Play. Sur les finitions hautes, My Citroën Drive Plus intègre la navigation 3D connectée. Les rangements s'agrandissent et deviennent plus pratiques. Ainsi les porte-gobelets sont de plus grandes dimensions et il est désormais possible d'y déposer un smartphone, c'est toujours pratique. Le rangement en partie supérieure grandit lui aussi et peut accueillir une tablette. Le ë-SpaceTourer est doté quatre prises USB C, deux sur la planche de bord et deux au niveau du rang 2, ainsi que deux prises 12 V.

20 kilomètres d'autonomie de plus

Côté "mécanique", peu de changement. Le moteur est toujours le 100 kW (136 chevaux), du modèle d'aujourd'hui. Il reste proposé avec deux types de batterie, la première de 50 kWh apportant une autonomie de 224 kilomètres, et la seconde de 75 kWh, offrant jusqu'à 350 kilomètres d'autonomie, soit 20 petits kilomètres de plus que le modèle d'aujourd'hui. Le premier s'adresse à ceux effectuant des navettes (entre un aéroport et un centre-ville par exemple), le second à ceux qui doi-



vent rouler un peu plus... mais pas trop non plus. L'autonomie peut être améliorée avec le nouveau système de freinage régénératif à trois niveaux, commandé par de nouvelles palettes situées derrière le volant, pile comme sur le ë-Berlingo. Pour la recharge, ce nouveau ë-SpaceTourer est comme son prédécesseur équipé d'un chargeur embarqué de 7,4 kW et peut recevoir en option

un chargeur triphasé de 11 kW. Ce SpaceTourer électrique reste toujours proposé en deux longueurs, la M à 4,98 mètres et la L à 5,33 m. Sa hauteur maximale est de 1,90 m. De telles dimensions permettent bien des configurations. Les particuliers ont accès aux versions 5, 7 ou 8 places. Les professionnels « trouveront une solution adaptable sur mesure selon leurs besoins » pouvant

transporter de 5 à 9 personnes. Il y a même une version haut de gamme, avec le pack Business Lounge, où l'arrière se transforme en salon avec un deuxième rang dos à route. C'est aussi sur cette version et sur la Business que les portes latérales coulissantes peuvent être motorisées et commandées depuis l'avant du véhicule, évitant aux passagers d'avoir à les ouvrir ou les fermer.

AVTOTOR AMBER

L'IMPROBABLE "ZOÉ" RUSSE

Si en matière de conquête spatiale avec le satellite Spoutnik 1 lancé dès octobre 1957, les russes avaient une courte longueur d'avance sur la Nasa qui n'a mis le sien en orbite que le 31 janvier 1958, cela est loin d'être le cas dans le domaine du véhicule électrique. La première du genre, baptisée Avtotor Amber ne sera sur le marché qu'en 2025 et elle ne sera vraisemblablement pas en mesure de tenir la dragée haute à Tesla dont le tout premier véhicule, le Roadster été dévoilé il y a déjà 17 ans.

Elle n'a pas un physique facile, mais son but est tout autre

Et que dire de sa plastique pour le moins atypique. Pour paraphraser une réplique du film, bien de saison, les « Bronzés font du Ski », elle ne peut pas tout miser sur son physique. Rutilante mais ne ressemblant à rien de connu, l'Amber vient d'être présentée par l'Institut Polytechnique de Moscou et la marque automobile Avtotor. A ce stade, il ne s'agit que d'un prototype d'un engin qualifié de « compacte électrique abordable » selon les dires de Vladimir Miklushevsky, le recteur de l'Université polytechnique Moscovite. Mais l'ambition de la future Amber de série sera grande. D'une part, l'auto devra donner accès à la mobilité sans émission à toute la population russe. D'autre part, il s'agira de la produire localement ainsi que l'ensemble de ses composants sans avoir à sous traiter quoique ce soit à l'étranger. Car il y a en effet une portée politique, l'idée sous jacente étant de contrer l'invasion chinoise en matière de véhicules électriques.

Tout une gamme dans les cartons

Le calendrier sera le suivant, une mise au point et des essais durant l'année 2024 puis une arrivée sur le marché en 2025. Le constructeur ambitionne 50 000 unités produites chaque année. Notez bien que la version de série n'aura pas la plastique particulière de ce prototype qui sert avant tout de laboratoire roulant. La marque Avtotor a d'autres projets dans ses cartons, un quad et deux véhicules utilitaires qui, là encore, semble très étonnants sur le plan cosmétique. Affaire à suivre.

LA R5

Une menace pour la Peugeot e-208 et Dacia



La Renault 5 sera commercialisée dans quelques mois. Sans connaître précisément ses prix, nous savons déjà qu'elle fera mal à la Peugeot e-208 sans baisse significative de ses tarifs. Mais elle pourrait aussi grandement menacer un membre de sa famille. Renault a promis une campagne de communication "historique" pour la nouvelle R5 qui sera lancée en 2024 dans les concessions françaises. Et il est vrai que le losange nous assomme depuis déjà quelques mois de teasers, d'invitations à dé-

couvrir l'usine ou encore de communiqués de presse distillant au compte gouttes images et informations techniques sur celle que beaucoup attendent avec impatience. Le risque, pour Renault, serait finalement de dégoûter un peu le grand public et la presse avec une attente interminable depuis la présentation du concept. Mais la "5" aura quoi qu'il arrive un positionnement tarifaire qui devrait lui permettre de rivaliser facilement avec les électriques bon marché vendues aujourd'hui en Europe. En dehors de la Citroën e-C3, aucune électrique

ne sera aussi compétitive à fin 2024.

Faire mal à la concurrence... et à Dacia ?

Avec un prix de base tournant autour des 25 000 €, la Renault 5 devrait être moins chère qu'une Dacia Spring en tenant compte du bonus que n'aura pas la roumaine. Se pose alors la question de la pertinence de la Spring dans le Groupe Renault l'année prochaine ? Dacia, qui a retiré provisoirement la Spring du configurateur, la relancera début 2024. Si la Spring conserve ses tarifs actuels, on voit mal com-

ment elle pourrait rivaliser avec une R5 à 40 kWh plus efficace, mieux finie, plus performante et fabriquée en France. Il n'y aura tout simplement pas match. Mais attendons donc tout de même de voir ce que va faire Dacia avec les prix de la Spring... mais il se murmure déjà que Dacia mise sur un gros démarrage du nouveau Duster pour compenser une possible chute des ventes de Spring.

La e-208 forcée d'être moins chère en 2024 ?

La Peugeot e-208 devra également faire un effort si elle veut rester compétitive en 2024. La compétition interne avec la Citroën e-C3 sera inévitable même si la 208 garde une autonomie supérieure et une base plus moderne. Suffisant pour convaincre ? Pas si sûr. En face, le haut de gamme de la Renault 5 pourrait être moins cher... que l'entrée de gamme de la lionne. Laquelle débute à 33 550 € avec l'ancien couple moteur/batterie de 136 ch et 50 kWh.

CETTE NOUVELLE ANNONCE N'EST PAS BON SIGNE...

Microsoft serait-elle en train d'abandonner définitivement la VR ?

Le géant américain vient de déclarer obsolète sa plateforme de réalité mixte et augmentée, clôturant ainsi un chapitre un peu terne de son histoire.

Nombreux sont ceux qui aspirent à mettre au placard leurs casques de réalité augmentée et de réalité virtuelle. Si ces appareils ont fait couler beaucoup d'encre au milieu des années 2010, force est de constater qu'ils n'ont pas (encore) révolutionné nos usages quotidiens. Et, comme les utilisateurs, Microsoft semble s'être lassé de la technologie, en troquant son costume de pro de la réalité augmentée pour celui d'accro à l'intelligence artificielle.

Des ambitions bien lointaines

Un casque VR qui promet de changer la façon dont nous interagissons avec nos appareils informatiques et notre environnement, ça vous parle ? Oui, on parle de l'Apple Vision Pro, c'est bien ça ! Mais pas seulement. En effet, Microsoft a pris un peu d'avance sur son rival en se lançant dans cette technologie dès le début de l'année 2015. Le géant américain avait de sacrées ambitions pour ce nouveau marché, et l'a prouvé en concevant ses HoloLens 1 et 2, mais également en encourageant d'autres fabricants à rendre leurs casques compatibles avec Windows Mixed Reality. Alors, où en sommes-nous, près de neuf ans plus tard ? Microsoft a répondu à cette question en mettant à jour sa liste de fonctionnalités obsolètes de Windows. Elle y annonce que Windows Mixed Reality « sera supprimée dans une prochaine version » de son OS. Voilà qui est explicite. L'entreprise fait également ses adieux à l'application Mixed Reality Portal et à sa plateforme dédiée à Steam VR, qui est pour sa part bien vivante.

Le déclin de la réalité augmentée ? Pas tout à fait

Cette nouvelle n'est toutefois pas une grande surprise. L'HoloLens 3 n'est jamais sorti, et aucun nouvel appareil n'a été commercialisé pour l'écosystème de Microsoft au cours des trois dernières années. Pire encore, la société s'est engagée dans un partenariat avec Meta pour rendre certains de ses produits disponibles en réalité augmentée, avec notamment l'arrivée de son service de cloud gaming sur le Quest Store. Ses équipes dédiées à la VR ont également été drastiquement réduites. Parmi les milliers de licenciements effectués en 2023, une bonne partie a concerné des employés travaillant sur Win-



dows Mixed Reality, AltspaceVR et MRTK, des projets qui appartiennent désormais à l'histoire. L'entreprise devrait cependant continuer à développer des projets pour des marchés de niche pendant un certain temps encore. Microsoft a donc ajouté un peu plus de flou à un horizon plutôt opaque pour la VR. Elle abandonne le gros de ses projets dans ce secteur, alors qu'Apple s'apprête, à son tour, à mettre les deux pieds dans le plat dans les semaines à venir. Peut-être sommes-nous face à une situation semblable à celle de l'iPhone ou des processeurs ARM pour ordinateurs, où la firme à la pomme réussit là où la firme de Redmond était en avance. Réponse dans les mois à venir.

Le hacker de 18 ans de GTA 6 placé indéfiniment dans un hôpital

Arion Kurtaj, le jeune hacker de 18 ans qui a fait trembler Rockstar Games l'année dernière, a écopé d'une sentence indéfinie dans un hôpital. Pour rappel, celui-ci faisait partie du groupe Lapsus\$, qui était notamment responsable d'attaques à l'encontre de Uber ou encore NVIDIA. C'est notamment à Arion, l'un de ses membres les plus importants, que l'on doit la fuite massive d'une version très précoce de Grand Theft Auto 6 l'année dernière. Il a rapidement été retrouvé par la police britannique, et la justice vient de statuer sur son cas particu-

lier, car il est atteint d'autisme.

Indice de recherche maximal

Le 18 septembre 2022, le géant Rockstar Games était frappé au cœur, alors que de nombreux clips montraient le très attendu GTA 6, leur projet le plus ambitieux à ce jour, dans une forme assez embryonnaire, ainsi que son code. Cette fuite proprement massive a coûté au studio des millions de dollars et était le fait notamment d'une personne : Arion Kurtaj, un jeune homme atteint d'autisme et membre du groupe de hackers Lapsus\$. Provenant d'Oxford, celui-ci avait accompli son méfait depuis une Amazon Fire TV dans une chambre d'hôtel. Autant dire que l'indice de recherche à son encontre était à son maximum, et il fut finalement arrêté cinq jours après la fuite, le 23 septembre. C'est aujourd'hui seulement que la justice a rendu son verdict s'agissant de cette affaire. Nous apprenons ainsi via un nouveau rapport de la BBC qu'Arion sera retenu indéfiniment dans un hôpital, compte tenu de son trouble mental.

Une sentence particulière pour un cas particulier

Pour sa défense, il a été évoqué le fait que la fuite perpétrée par Arion et ses camarades hackers « n'a pas causé de dommage sérieux aux développeurs ». Nous savons toutefois que c'est mal-

heureusement le cas. Autre argument avancé pour réduire cette sentence : l'énorme succès de la fuite de la première et tant attendue bande-annonce de GTA 6, réalisée cette fois par d'autres pirates. Arion a toutefois ouvertement indiqué qu'il continuerait ses activités illicites dès lors qu'il retrouverait sa liberté. Il va donc être déplacé dans un hôpital sécurisé jusqu'à nouvel ordre (à perpétuité s'il le faut). La sentence a été complétée par un ordre de réhabilitation du jeune homme d'une durée de 18 mois comprenant « une supervision permanente et une privation d'accès à des VPN en ligne ». Voici donc pour l'heure une affaire classée. Pour autant, des attaques de ce genre contre l'industrie vidéoludique ne cessent de se multiplier. Le cas le plus récent étant l'attaque par ransomware envers InsomniacGames. Celle-ci a eu de terribles conséquences, laissant fuiter les futurs projets du studio, et même des informations confidentielles concernant de manière plus large PlayStation. La branche gaming de Sony a d'ailleurs récemment annoncé vouloir procéder à de nouveaux licenciements, notamment chez InsomniacGames. Une forme de punition ou des besoins impérieux de faire des économies ? Quoi qu'il en soit, les personnes travaillant à la création des jeux vidéo que nous aimons traversent ces derniers temps une bien sombre période...

SELON LA COUR SUPRÊME BRITANNIQUE

L'IA ne peut pas détenir de brevet

Un système d'intelligence artificielle ne peut pas être titulaire d'un brevet au Royaume-Uni, a annoncé la Cour suprême du pays. La plus haute juridiction du Royaume-Uni a statué que les systèmes d'intelligence artificielle ne pouvaient pas être détenteurs officiels d'un brevet. Cette décision reflète les tendances en matière de droit observées ailleurs dans le monde occidental et met en évidence les problèmes juridiques qui restent à résoudre dans le domaine florissant de l'IA générative. L'arrêt de la Cour suprême du Royaume-Uni, dans l'affaire Thaler v. Comptroller-General of Patents, Designs and Trade Marks, a soigneusement défini les limites de la décision, en déclarant que l'appel « ne concerne pas la question plus large de savoir si les avancées techniques générées par des machines agissant de manière autonome et alimentées par l'IA devraient être brevetables ». Au contraire, la décision se concentre uniquement sur la question de savoir si l'office des brevets peut accorder un brevet à un système d'IA en tant que tel. En l'occurrence, il s'agissait de DABUS, mis au point par Stephen Thaler, président-directeur général d'Imagination Engines.

La décision de la Cour a porté sur trois points. Le premier concernait la signification du terme « inventeur », tel qu'il est appliqué dans la loi britannique sur les brevets de 1777, qui, selon le tribunal, se limite à une « personne physique », et que « rien n'indique que l'inventeur puisse être une machine » ne figure dans la loi en question. Le deuxième était de savoir si Stephen Thaler avait le droit de déposer des demandes de brevet sur la base de sa propriété de DABUS, une demande qui a également échoué pour les mêmes raisons, autrement dit, que DABUS ne peut être considéré comme un « inventeur » au sens de la loi britannique. Enfin, la Cour s'est penchée sur la question de savoir si le bureau du contrôleur avait eu raison de considérer que les demandes avaient été annulées parce que Stephen Thaler n'avait identifié personne comme étant l'inventeur des inventions, ce qui, là encore, a été confirmé au motif que la loi britannique ne considère pas DABUS comme une personne.

Une décision qui aurait pu être différente

La décision fait cependant remarquer que si Stephen Thaler avait abordé la question différemment, c'est-à-dire en se présentant comme l'inventeur des brevets en question et en décrivant l'IA comme « un outil hautement sophistiqué », le résultat aurait pu être différent. Stephen Thaler s'est toutefois montré rigoureux en affirmant que DABUS, et non lui-même, était l'inventeur. Selon Bloomberg, celui-ci aurait même déclaré que DABUS était « un être sensible ». Cette décision s'inscrit dans la droite ligne de la jurisprudence des autres pays occidentaux. L'Office américain du droit d'auteur, l'US Copyright Office, a déclaré que la paternité d'une œuvre par un être humain est nécessaire pour que le droit d'auteur existe, et aucun effort législatif ou réglementaire n'est en cours pour modifier cet état de fait. De même, la législation européenne sur le droit d'auteur exige une « main humaine directrice » pour revendiquer un droit d'auteur sur une œuvre.

Mots fléchés

Réclama- tions	↓	Lança	↓	Sentier balisé	↓	Cycles	↓	Retiré	↓	Parvis	↓	Problème	↓
Aventures		Vêtement		Petit rongeur				Atmosphère		Bugle		Dictateur romain	
→		↓		↓				↓		↓		↓	
Scrutin	→				Pronom	Elle arrose Nevers	→						Stéri- liser
Congédier					↓	Coutumes	↓						↓
→									Naturel	→			
									Arme à feu				
Arrivé	→		Rapace	→				Excrément	↓	Mot d'encou- ragement	→		
Bande dessinée										À l'aspect laineux			
→		Oiseau de jeu	→			Muscle du cou	→			↓			
		Mers fermées				Petite cale							
Avant nous	→	↓			Fusil de guerre		Beau parleur	→			Douze mois	Fond de l'oeil	
Plaque cornée			Teintée		↓								
→			↓		↓		Serin	→			↓	↓	
							Bulots						
Admis	→					Lèvres	→						
Le tien													
→				Grande largeur du navire	→			Porte fillettes	→		Cornière	→	
											Partie de plantule		
Statisti- cien	→					Simulateur	→				↓		
Reine des fleurs						Balles gagnantes							
→				Étang	→	↓		Irlande des poètes	→				Blonds d'été
				Dépar- tement				Éclair					↓
Cardinal de Strasbourg		Héros de Spielberg	→	↓	Flagelle	→		↓	Mer et père	→			
		Bouvillon			Rassem- blement				Bandes de terre				
→		↓	Diminué	→	↓				↓			Ventilées	
			Dort la nuit										
Pleumiche	Domiciles	→	↓							Petit poème	→		↓
	Bornés												
→	↓												
						Charge de baudet	Salutaires	→					
Amour de fils	→			Possessif	→	↓	Rhésus	→		Fin de verbe	→		Fatigué
							Chevalier en jupon			Première page			↓
Fini	→						↓	Lettre grecque	→	↓		Trou normand	→
Unité monétaire de la Chine								Maître en court	↓				
→				Nouvelles lunes des Grecs	→								
Auteur des Mystères de Paris	→			Commen- cement	→						Sélénium	→	

La Russie pourra accorder des prêts à d’autres pays sans tenir compte de leur notation

Dans un décret, la Russie assouplit les exigences en matière de notation de crédit des pays pouvant solliciter des prêts auprès d'elle, a déclaré le gouvernement russe. Des modifications sont apportées aux règles relatives aux prêts de la Russie aux pays étrangers. Pour bénéficier d'un prêt de Moscou, les pays étrangers ne devaient pas être classés dans le sixième groupe de risque de crédit et au niveau inférieur de l'OCDE. Les prêts n'ont pas non plus été accordés aux pays dont la solvabilité à long terme était inférieure au niveau B-de Fitch ou Standard & Poor's ou inférieure au niveau B3 de Moody's. La Russie ne suivra pas non plus les recommandations des institutions internationales lorsqu'elle accordera des prêts à d'autres pays, selon la décision du Cabinet.

AGRESSION SIONISTE
136 employés de l’ONU tués à Ghaza

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré que 136 employés de l'organisation mondiale avaient été tués dans la bande de Ghaza en 75 jours de l'agression sioniste, ont rapporté samedi des médias. "136 de nos collègues dans la bande de Gaza ont été tués en 75 jours. C'est une chose que nous n'avons jamais vue dans l'histoire de l'ONU. La plupart de nos employés ont été contraints de quitter leur domicile. Je leur rends hommage, ainsi qu'aux milliers de travailleurs des organisations humanitaires qui risquent leurs vies en soutenant les civils dans la bande de Ghaza", a-t-il écrit vendredi sur sa page du réseau social X. Auparavant, le représentant officiel du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a déclaré que les opérations humanitaires de l'ONU dans la bande de Ghaza pourraient bientôt être paralysées. Depuis le 7 octobre, l'armée d'occupation sioniste mène une agression destructrice contre Ghaza. Elle a fait jusqu'à présent plus de 20.057 martyrs et 53.320 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes.

HUISSIERS DE JUSTICE

Lancement de plusieurs espaces numériques

La profession de l'huissier de justice a vu, samedi, le lancement de plusieurs espaces numériques devant faciliter la gestion des affaires des professionnels et leurs relations avec les chambres régionales et la chambre nationale. L'annonce a été faite par le président de la chambre régionale des huissiers de justice Centre, Fouad Aissani, lors de l'assemblée générale ordinaire de cette chambre, tenue à l'école supérieure de l'hôtellerie à Ain Benian (Alger). « J'annonce le lancement de la plateforme numérique des huissiers de justice. Elle est dédiée à la gestion de leurs bureaux et leurs affaires quotidiennes, ainsi que la relation de l'huissier de justice avec la chambre de laquelle il relève. Aussi, j'annonce le lancement d'un espace numérique sécurisé de discussion et d'échange sur le réseau social Facebook, comptant plus de 3000 huissiers de justice », annonce le président de la chambre régionale Centre, Fouad Aissani. Dans ce sillage, l'intervenant annonce également le lancement de quatre sites électroniques actualisés. Le premier est celui de la chambre nationale et trois autres liés aux chambres régionales (ouest, centre, est). La profession a vu, à cette occasion, le lancement d'une application téléchargeable et dédiée aux ventes aux enchères.

R E.

STRESS HYDRIQUE MONDIAL

Le « World Resources Institute » tire la sonnette d’alarme

Par A M.

Dans sa publication du 23 Aout 2023, intitulée « 25 pays, abritant un quart de la population, sont confrontés à un stress hydrique extrême élevé », le « World Resources Institute » attire l'attention sur la gravité de la situation à l'échelle mondiale, et l'impact non seulement de la rareté de l'eau actuellement, mais aussi celui du réchauffement climatique dans les années à venir, sur une ressource aussi précieuse, particulièrement au niveau des régions les plus vulnérables. Nous reproduisons ci-dessous, un extrait de cette publication et surtout quelques cartes et graphes qui expliquent cette évolution et l'impact sur l'humanité toute entière à l'horizon 2050, si des actions fortes ne sont pas entreprises en matière de gestion de la ressource, d'investissements dans les infrastructures hydrauliques, et de combat contre le réchauffement climatique. Pas moins de 4 milliards de personnes correspondant à « 50% de la population mondiale vivent dans des conditions de stress hydrique extrême pendant au moins un mois par an ». La plupart d'en-

tre eux, situés autour de la Méditerranée, au Moyen Orient, et en Asie du Sud Est, font partie des 25 pays en stress hydrique extrême élevé, ce qui signifie qu'ils utilisent chaque année plus de 80% de leur approvisionnement disponible. La moindre sécheresse de courte durée entraîne un rationnement drastique auquel certains pays qui en ont les moyens actuellement ont de plus en plus recours au désalement d'eau de mer. Mais le plus grave est qu'à l'horizon 2050, « la demande en eau va augmenter de 20 à 25% » sous la pression de la croissance démographique et des besoins dans le secteur de l'agriculture et des industries, pas moins d'un milliard de personnes viendront s'ajouter à la population affectée par un stress hydrique extrême élevé, « même si le monde limite l'augmentation de la température mondiale à 1,3°C à 2,4°C d'ici 2100, un scénario optimiste ». Les pays les plus affectés sont ceux situés en Afrique subsaharienne, où l'augmentation en eau atteindra « 163%, soit 4 fois le taux de variation d'Amérique Latine ». Seuls les pays les plus riches et les plus développés seront plus ou moins épargnés grâce à une réduction de la

consommation d'eau à travers des investissements en matière de gestion de cette ressource. Le stress hydrique et son aggravation aura ainsi des impacts négatifs sur les économies des pays touchés, et « Selon les données d'Aqueduct, 31 % du PIB mondial, soit 70 000 milliards de dollars, sera exposé à un stress hydrique élevé d'ici 2050, contre 15 000 milliards de dollars (24 % du PIB mondial) en 2010 ». La sécurité alimentaire mondiale serait ainsi menacée, dans la mesure où « 60% de l'agriculture irriguée dans le monde est confrontée à un stress hydrique extrêmement élevé », et qu'il faudra alors « produire 56% de calories alimentaires de plus qu'en 2010 » pour nourrir 10 milliards de personnes à l'horizon 2050. La seule voie pour lutter contre le stress hydrique passe par la bonne gestion de cette ressource, en consacrant à peine 1% du PIB mondial, à travers des actions diverses qui doivent impliquer et sensibiliser tous les acteurs et consommateurs sur la nécessité de la préservation et de l'économie d'eau au même titre que l'économie d'énergie.

Source : Energymagazinedz. com

SELON LE MINISTRE DU PÉTROLE

Le Congo réaffirme son engagement envers l’OPEP

Le Congo a réaffirmé samedi son engagement envers l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), quelques jours après que l'Angola, pays voisin, a décidé de quitter l'organisation. "La République du Congo réaffirme son attachement indéfectible à la politique stratégique définie par le secrétaire général de l'OPEP et de l'OPEP+", a déclaré le mi-

nistre congolais des hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, dans un message posté sur LinkedIn. "Le Congo s'engage à poursuivre une collaboration étroite et constructive avec tous les pays membres. Ce développement intervient après que le Nigeria a réaffirmé vendredi son engagement envers l'OPEP, le ministre d'État au pétrole Heinen Lokpobiri ayant déclaré que

la position de son pays restait inébranlable. Le Congo, qui est devenu membre à part entière de l'OPEP en 2018, s'est vu fixer un objectif de 277 000 barils par jour (bpj) pour 2024 par le groupe de producteurs de pétrole dirigé par l'Arabie saoudite. Le Nigeria, qui est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique, et l'Angola font partie de plusieurs pays qui ont reçu des ob-

jectifs de production inférieurs pour 2024 après des années de non-respect des objectifs précédents. Le ministre angolais du pétrole, Diamantino Azevedo, a déclaré jeudi que l'OPEP ne servait plus les intérêts du pays. Il rejoint ainsi d'autres producteurs de taille moyenne, l'Équateur et le Qatar, qui ont quitté l'organisation au cours de la dernière décennie.

FFS

Commémoration de l’anniversaire de la mort de Hocine Aït Ahmed

Le Front des forces socialistes (FFS) a commémoré, ce samedi à Aït Yahia, wilaya de Tizi-Ouzou, le 8e anniversaire de la disparition, le 23 décembre 2015, de son leader historique, le moudjahid Hocine Aït Ahmed. Des cadres, des élus et des militants du parti, venus des quatre coins du pays, ont rendu hommage à Hocine Aït Ahmed, un des fondateurs et président du FFS, à l'occasion du 8e anniversaire de sa disparition. Dans une déclaration à l'occasion, le premier secrétaire national du parti, Youcef Aouchiche, a rappelé l'engagement et le combat du défunt pour la libération du pays et la construction de l'Etat algérien.

Hocine Aït Ahmed était « un des piliers du combat libérateur qui doit nous inspirer à tout moment dans notre engagement et notre militantisme », a-t-il dit, rappelant son combat « pour un pays libre et un Etat démocratique et de droit qui ne se soumet à aucune pression ». Le combat du défunt et de tous ceux qui ont combattu pour la libération du pays, « doit nous inspirer, nous instruire et nous guider dans notre militantisme et notre engagement pour la préservation du pays de tous les dangers », a ajouté M. Aouchiche. Né le 20 août 1926, Hocine Aït Ahmed a entamé, très jeune, son parcours politique

au sein du Parti du peuple algérien (PPA) et pris la tête de l'Organisation spéciale (OS) en 1947, à la mort de Mohamed Belouizded. Il a participé activement aux préparatifs de l'attaque de la grande poste d'Oran en 1949, et a pris part au Congrès de Bandung (Indonésie) en 1955 et a représenté la délégation du Front de libération nationale (FLN) à l'Organisation des Nations Unies (ONU) à New York en 1956. Le 22 octobre 1956, il fut parmi les 5 chefs historiques de la guerre de libération nationale, dont l'avion a été détourné par l'armée française et fut prisonnier jusqu'à l'indépendance du pays en 1962.